

# **Diagnostic Agricole dans le cadre de l'établissement du Plan Local d'Urbanisme**

**Commune de**

**DINEAULT**

**Octobre 2017**

**Réalisé par  
Lénaïg Roué**

# Sommaire

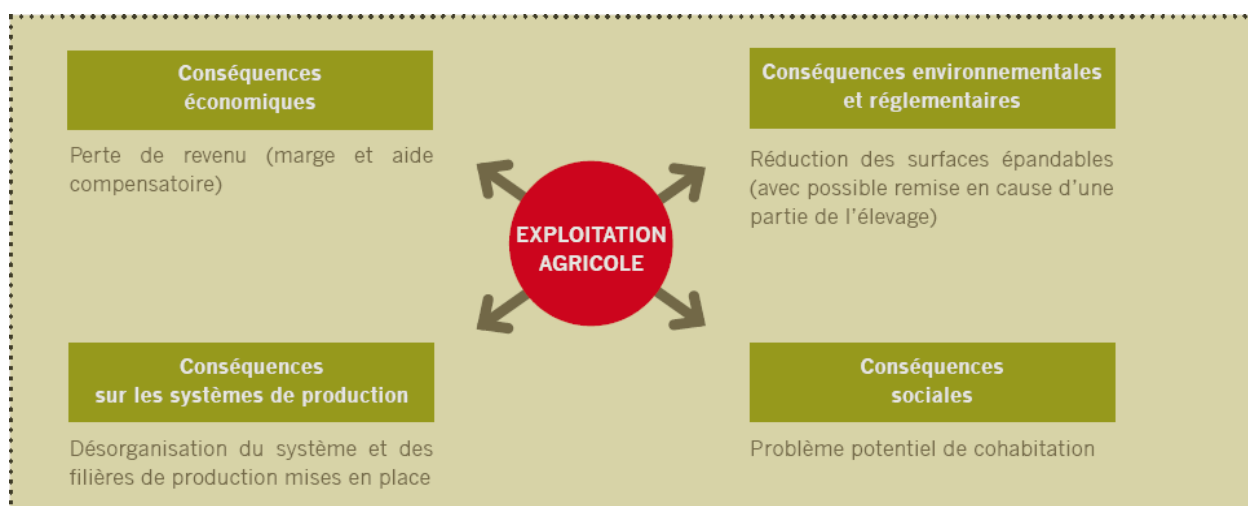
I - INTRODUCTION	3
II- MODALITES DE REALISATION DE L'ETUDE	4
III - ELEMENTS D'ORIENTATIONS GENERALES DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU PLU	7
IV – TABLEAU RECAPITULATIF DES CARACTERISTIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES	10
V - L'AGRICULTURE DE LA COMMUNE	13
VI - EXPLOITATIONS EN COMMUNE LITTORALE	25
VII - INVENTAIRE BOCAGER	26
VIII - ANALYSE STRATEGIQUE	33
IX - CONCLUSION	34
 ANNEXES	 35

## I - INTRODUCTION

Le code de l'urbanisme (art L110) rappelle que le territoire français est le patrimoine commun de la nation et rend la collectivité publique garante de sa gestion dans un esprit d'économie d'espace, d'équilibre des ressources et de protection des milieux naturels et fragiles.

Dans le cadre de l'élaboration de son P.L.U, la commune doit déterminer le Zonage A (agricole) ou N (naturel) de son territoire, hors des secteurs urbanisés ou à urbaniser. La classification des parcelles de la commune dans l'une ou l'autre de ces zones induit des règles d'utilisation du sol différentes et est un enjeu déterminant pour donner la place de l'activité agricole dans le document d'urbanisme.

L'agriculture est une activité économique assurée par l'exploitation du foncier. Le foncier agricole est une ressource première qui doit être protégée en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique (art R 123-7 du code rural), l'entretien de l'espace et l'assurance d'un tissu social permanent. L'urbanisation peut avoir de lourdes conséquences sur le fonctionnement des exploitations agricoles.



C'est pourquoi la réalisation d'un diagnostic agricole préalable aux documents d'urbanisme est préconisée par la charte « pour une reconnaissance partagée de l'agriculture dans l'aménagement du territoire » co-signée par l'Association des Maires du Finistère, le Conseil Départemental, l'Etat et la Chambre d'agriculture. Le cahier des charges de ce diagnostic est transmis aux collectivités par le Préfet via le « Porter à connaissance ».

La commune de DINEAULT a confié à la Chambre d'agriculture de Bretagne la réalisation du diagnostic agricole sur son territoire.

Ce travail a consisté :

- A recenser toutes les exploitations, ainsi que les bâtiments agricoles de la commune sur des supports cartographiques.
- A identifier les éléments du bocage à protéger.
- A analyser le fonctionnement agricole de la commune : parcellaires à proximité du bourg, circulation agricole, perspectives et perception de l'agriculture sur la commune.

- À identifier les bâtiments agricoles d'intérêt patrimonial susceptible de changer de destination sans compromettre l'activité agricole. Ce travail s'effectue à partir d'une liste de bâtiments fournie par la Mairie. Lors de la réalisation de ce présent diagnostic, cette liste de travail n'avait pu être réalisée par la Mairie et transmise à la Chambre d'agriculture de Bretagne. Aussi le travail d'identification des bâtiments agricoles d'intérêt patrimonial susceptible de changer de destination sans compromettre l'activité agricole n'a pu être réalisée dans le cadre du diagnostic agricole. Il pourra cependant faire l'objet d'une prochaine étude.

Le travail est réalisé en concertation avec les agriculteurs. Il a pour objectif d'aider la collectivité qui élabore son P.L.U. à orienter ses choix en matière d'urbanisme en fonction des atouts et contraintes de l'activité agricole existante, des opportunités foncières et des orientations durables de cette activité.

Il s'agit essentiellement de livrer un inventaire et une analyse prospective de cette activité économique à intégrer aux documents du PLU (Rapport de présentation, PADD et règlement graphique).

## **II- MODALITES DE REALISATION DE L'ETUDE**

---

### **Phase 1 – La commission agricole**

Un groupe d'agriculteurs répartis sur la commune et représentatif des différentes productions a été constitué, auquel ont été ajoutés les exploitants situés dans les espaces proches du rivage (pour les communes littorales). La Chambre d'agriculture s'est chargée des invitations.

L'animation de ce groupe de travail agricole a été confiée à la Chambre d'agriculture. Cette commission a donné au chargé d'étude les éléments d'analyse, à dire d'experts.

Tous les agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur DINEAULT ont été invités à la réunion de restitution pour amendements et validation.

### **Phase 2 – Réunions de travail**

3 réunions ont été nécessaires afin de collecter toutes les données, présentées et analysées dans ce rapport.

Lors de la première réunion le 7 décembre 2016, un état des lieux précis de l'activité agricole a été fait :

- Caractérisation des exploitations.
- Localisation des sièges d'exploitation (principale et secondaire).
- Identification des forces et faiblesses de l'activité agricole sur la commune
- Identification des sites agricoles (hangar...) pouvant faire l'objet d'une réutilisation dans la sphère agricole.



Une deuxième réunion de travail le 17 mars 2017 a permis de présenter et compléter ce premier travail, puis d'engager une réflexion sur le fonctionnement agricole de la commune : parcellaire autour du bourg, difficultés potentielles de circulation agricole, perspectives et visions de l'agriculture.

Une permanence réalisée le 14 juin 2017, a permis la vérification du pré-repérage cartographique des différentes classes de talus (bas fond, rupture de pente, bordure de voie ou plein champ) identifiés sur 1 carte A0 sur fond orthophoto2015 de l'ensemble de la commune. L'ensemble des agriculteurs ayant leur siège sur DINEAULT ou exploitant des terres sur la commune a été convié à cette permanence.

Enfin, dans le but de partager ces résultats, le 18 septembre 2017 (réunion initialement programmée le 06 juillet 2017), les enjeux du PLU et les résultats de ce diagnostic ont été présentés lors d'une réunion à laquelle l'ensemble des agriculteurs ayant leur siège sur la commune avaient été invités.

### **Phase 3 – Synthèse et rédaction**

L'analyse des données individuelles nous fournit un état des lieux de l'activité économique agricole de la commune permettant aux élus d'orienter leurs choix à proximité des sièges d'exploitations.

Remarque : Les données individuelles sont consignées dans un tableau de synthèse où les agriculteurs sont identifiés par un numéro, pour des raisons de confidentialité. Les numéros du tableau sont les mêmes que ceux qui sont portés sur les cartes.

### **Cartographie**

#### ***1. Carte de viabilité des exploitations :***

Une carte de synthèse (SCAN 25 IGN) de la commune situe tous les sièges d'exploitation et indique leur viabilité pour les cinq prochaines années.

Pour être retenue comme exploitation, la surface minimum devra être supérieure à une demie Surface Minimum d'Installation (soit 8 ha 75 a en système de polyculture élevage et 3 ha en productions légumières de plein champ). Au critère de surface, s'ajoutent les cas spécifiques des élevages hors-sol et des exploitations maraîchères ou à fortes valeurs ajoutées. La double activité n'est prise en considération que si le revenu principal est d'origine agricole.

#### ***Critères retenus pour diagnostiquer la viabilité des exploitations :***

##### **- L'âge de l'exploitant et la succession :**

Si l'exploitant est proche de l'âge de la retraite, il faut connaître les modalités de cession de son exploitation et les possibilités de succession. Indépendamment de l'âge, une cession d'activité peut aussi être connue.

- **L'outil de production :**

L'exploitation doit disposer d'un outil de production satisfaisant des critères de quantité et/ou de qualité pour permettre la reprise en l'état de l'outil de production, dans le cadre d'une installation ou d'un agrandissement.

- **L'état des bâtiments**

Les bâtiments qu'ils soient spécialisés en production laitière, en élevage hors-sol et/ou de type traditionnel, doivent pouvoir recevoir sans modifications majeures, les différentes productions auxquelles ils sont affectés. Il est recommandé que les bâtiments répondent aux règles d'urbanisme, d'environnement, du règlement Sanitaire Départemental ou de la législation sur les installations classées.

- **La situation de l'exploitation :**

L'environnement bâti ou réglementaire (périmètre de captage, zone naturelle, etc. ...) de l'exploitation doit présenter un minimum de gêne au bon développement de l'outil de production existant et permettre l'évolution des productions nécessaires à la pérennité de l'exploitation en place.

## ***2. Carte du parcellaire des exploitations et de l'occupation des sols (Ortho photo IGN)***

Elles répondent à une attente des élus pour connaître l'exploitation des terrains à proximité du bourg. Le dédommagement des exploitations éventuellement concernées par des projets sera facilité.

Cette approche permet également à la commune de situer les enjeux en matière de protection de l'agriculture, les sièges d'exploitations et les parcellaires qui en dépendent.

Cette carte est réalisée à partir du Registre Parcellaire Graphique 2015, c'est à dire des îlots déclarés à la PAC (Politique Agricole Commune) en 2015.

## ***3. Carte de l'inventaire bocager***

Le repérage des éléments bocagers s'est effectué à partir de l'analyse des photographies aériennes (BD ORTHO, campagne 2015 de l'IGN). La situation de ces talus par rapport aux pentes, ou fonds de vallée, fournie par le fond de carte IGN (BD CARTO), nous a permis de classer des talus, en fonction des différents critères (voir ci-après).

L'inventaire ne se veut pas exhaustif mais l'analyse des deux supports nous a permis de dresser l'inventaire des éléments bocagers, autour de deux grandes thématiques : la qualité de l'eau et le paysage.

Il est réalisé à dire d'experts. C'est à dire qu'il repose sur une validation du travail cartographique par la commission agricole.

### III - ELEMENTS D'ORIENTATIONS GENERALES DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU PLU

---

Dans le cas de la présente étude, seuls les hameaux comprenant en leur sein une exploitation agricole feront l'objet d'une attention particulière. Les autres hameaux seront étudiés dans le cadre des réunions préparatoires à la réalisation du Plan Local d'Urbanisme.

L'orientation générale qui nous semble devoir être prise pour assurer la pérennité et le développement de l'agriculture sur la commune est de classer en zone A les sites d'exploitations et les terres agricoles les concernant. **Un potentiel d'extension en zone A doit permettre à ces exploitations de se développer pour perdurer. Dans ce sens, nous souhaitons que les distances liées au principe de réciprocité apparaissent sur le règlement graphique pour plus de lisibilité.**

La Chambre d'agriculture de Bretagne estime que le classement en zone A doit être déterminé en fonction des critères suivants :

- La viabilité de l'outil de production,
- La prédominance de l'activité agricole dans le village,
- L'inexistence ou la faible représentation de tiers à proximité.

**Le règlement de la zone agricole** doit permettre, nonobstant le respect d'autres réglementations, la création ou rénovation :

- des bâtiments d'exploitation : bâtiments d'élevage, serres, hangars... ils sont généralement construits à proximité des unités déjà existantes. Lorsqu'il s'agit de sites nouveaux, ils doivent répondre à deux niveaux d'exigence :
  - justifier d'une réelle nécessité en lien avec un projet professionnel agricole validé.
  - s'engager à répondre à un objectif d'intégration paysagère.
- des bâtiments relevant d'activités de diversification dans la continuité de l'activité agricole développée par le pétitionnaire. Certains exploitants agricoles s'engagent dans de nouvelles filières (gîtes, accueil pédagogique, transformation et vente de produits agricoles, \_productions d'énergie,..).
- le logement de l'exploitant agricole :

Pour l'implantation d'un logement agricole, les dispositions suivantes pourront être retenues :

  - justifier qu'il est destiné au chef d'exploitation à titre principal (attestation AMEXA).
  - être localisé soit sur le siège d'exploitation ou en continuité de celui-ci, soit dans le cadre d'une urbanisation existante (hameau, groupe d'habitations) située à une distance pour laquelle le lien et la nécessité du logement peut se justifier vis-à-vis de l'activité agricole du pétitionnaire.

Dans tous les cas, l'intérêt de l'agriculteur sera de réfléchir au devenir de son habitation quand son exploitation sera transmise.

## Traitement du bâti situé dans la zone rurale :

Le Décret du 27 mars 2001 indique que la zone A est exclusivement réservée à l'activité agricole.

Cependant, suite à la Loi d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt (LAAF), les constructions autres que des bâtiments liés et nécessaires à l'activité agricole (hangar, bâtiments d'élevage, stockage,...) ou le logement de fonction des exploitants, sont reconnues en zone A et peuvent faire l'objet d'aménagement pour répondre aux besoins d'extension et d'adaptation, sans permettre les changements de destination. En conséquence il n'y a plus lieu d'avoir recours à du pastillage (Nh et Nr) sur le règlement graphique du PLU pour répondre aux adaptations de ces bâtis.

Par ailleurs, les évolutions législatives (Loi Grenelle II) modifient les règles de constructibilité en zone A et N et insèrent la notion de STECAL.

Des STECAL (Secteurs de Taille et de Capacité Limité) peuvent être identifiés, à titre **exceptionnel**, au sein même de zone N ou A, lors de l'élaboration des PLU, sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. Ces STECAL, soumis à avis **simple** de la CDPENAF (Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestier), permettent dans le périmètre de leur enveloppe, les constructions, les extensions et le changement de destination de bâtiments non liés à l'activité agricole.

Hors des STECAL, en zone naturelle ou agricole, le règlement graphique peut désigner des bâtiments d'intérêt architectural pouvant faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement d'affectation ne compromet pas l'activité agricole environnante ou la qualité paysagère. Lors du changement de destination (demande de permis de construire), l'avis **conforme** de la CDPENAF en zone A et de la CDNPS en zone N est nécessaire.

Concernant les autres bâtiments situés en zone A ou N, seuls les habitations pourront faire l'objet d'une extension, la construction d'annexe n'est plus autorisée.

Parallèlement, il faut rappeler l'importance de l'article L 111-3 du Code Rural qui, inséré dans la loi d'orientation du 9 juillet 1999 puis repris par la Loi SRU, impose le respect d'un principe de réciprocité en matière d'éloignement à l'égard de bâtiments agricoles vis à vis des tiers.

La Chambre d'agriculture en qualité de personne publique associée oriente aussi ses réflexions en prenant en compte les jurisprudences récentes :

- 1/ Pas de zones constructibles (**U**) ou de pastillage permettant des constructions ou même des changements de destination dans les villages où il existe une exploitation agricole ou un bâtiment d'élevage en activité.
- 2/ Afin de permettre la mixité en zone rurale, et de valoriser le patrimoine bâti, la rénovation pour l'habitat des anciens bâtiments d'exploitation et/ou d'anciennes maisons désaffectées, pourra **exceptionnellement** être admise par un pastillage ou « étoilage » adapté, lorsque le caractère architectural et patrimonial est **remarquable**.

Ce pastillage n'autorisera que les changements de destination de bâtiments existants. Cette identification ne doit pas compromettre le fonctionnement des exploitations agricoles existantes et leurs possibilités de transmission. Il devra donc être réservé aux hameaux qui n'abritent plus d'exploitations agricoles.

Sur les sites mixte, ce type de repérage serait proposé seulement dans le cas où l'on constaterait un déséquilibre important entre l'activité agricole et la présence de tiers et que le bâtiment répond aux critères cités ci-dessus, et sous réserve de l'application des articles L 111.3 du Code Rural et R 111.2 du Code de l'Urbanisme.

**Concernant les zones à urbaniser**, les points de vigilance agricoles porteront sur :

- les aspects quantitatifs : superficies globales prélevées vis à vis des besoins et des possibilités préalablement identifiées en renouvellement urbain et en densification.
- les aspects qualitatifs : impact de ces prélèvements sur les exploitations concernées (viabilité, plan d'épandage, ...).
- la situation des prélèvements : même de faible taille, par leur localisation, ils peuvent créer des contraintes agricoles, en particulier à proximité des sièges d'exploitation.
- le maintien de la cohérence des déplacements agricoles.
- Il est souhaitable d'orienter ces zones d'extension en priorité en dehors des secteurs agricoles stratégiques que ce diagnostic peut permettre d'identifier.

**Des principes à respecter :**

- privilégier les extensions du bourg aux écarts,
- éviter l'urbanisation linéaire le long des axes routiers et l'étalement urbain
- éviter les prélèvements sur de grandes parcelles agricoles, qui affectent les possibilités de préemption de la SAFER sur le reste de la surface,
- limiter l'utilisation des chemins agricoles pour la desserte des zones à urbaniser.
- élaborer des orientations d'aménagement sur l'ensemble des zones à urbaniser à court terme afin d'inciter à des formes urbaines denses
- mettre en œuvre les outils de mobilisation du foncier faisant l'objet de zonages à urbaniser, avant d'étendre ces zonages, par exemple via la fiscalité sur les zones constructibles et/ou sur les logements vacants.

### **Modération de la consommation d'espace agricole**

En 2010, les pratiques d'urbanisme ont évolué de façon notable vers une prise de conscience de l'enjeu de la préservation du foncier agricole, avec la loi Grenelle ou ENE : portant Engagement National pour l'Environnement, et la LMAP : loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche.

Par ailleurs, le Plan Agricole et Agro-alimentaire Régional (PAAR) a traduit ces lois par l'engagement de réduire de 30% la consommation d'espace par rapport à la décennie précédente.

En 2012, la charte régionale *pour une gestion économe du foncier en Bretagne* a été proposée à la signature des acteurs de l'aménagement dont les collectivités.

La Chambre régionale d'agriculture l'a ratifiée. En outre, les coefficients de marché ne sont plus tolérés. Les prévisions en terme d'accueil de population doivent être réalistes. Les extensions d'urbanisation sont prévues en dernier ressort après examen des disponibilités et renouvellement et en densification...

Enfin, la modération de la consommation d'espace doit être justifiée de façon détaillée, et programmée.

Une méthode intéressante à notre sens, consiste, en plus de l'analyse de la consommation passée et en prévision, à examiner l'impact agricole dans chaque secteur couvert par une OAP.

**Concernant les zones naturelles**, nous rappelons que les zones humides peuvent faire l'objet d'un zonage Nzh ou Azh, lorsque l'agriculture valorise la zone. La détermination de ces zones doit respecter le cahier des charges proposé par le Conseil Général. Ce document précise la démarche, associe les agriculteurs et indique les conditions de validation des inventaires. La gestion des zones humides fera l'objet d'un accompagnement technique et financier des agriculteurs.

D'une manière générale, nous souhaitons que l'ensemble des parcelles exploitées par l'agriculture bénéficient d'un zonage agricole. Un indice peut permettre de traiter les problématiques spécifiques telles que les coupures d'urbanisation mais les exploitations agricoles en place doivent pouvoir poursuivre leur développement.

La trame verte et bleue peut être traitée de différentes manières.

Nous avons une préférence pour un traitement via une Orientation d'Aménagement et de Programmation, qui permet une prise en compte plus adaptable au contexte particulier qu'un zonage.

## **IV - TABLEAU RECAPITULATIF DES CARACTERISTIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

---

### **Abréviations utilisées :**

Raison sociale :

- Indiv : Exploitation individuelle
- GAEC : Groupement d'Exploitation en Commun
- EARL : Exploitation A Responsabilité Limitée
- SCEA : Société Civile d'Exploitation Agricole
- SARL : Société Agricole

Régime d'exploitation :

- RSD : Règlement Sanitaire Départemental
- IC : Installation Classée

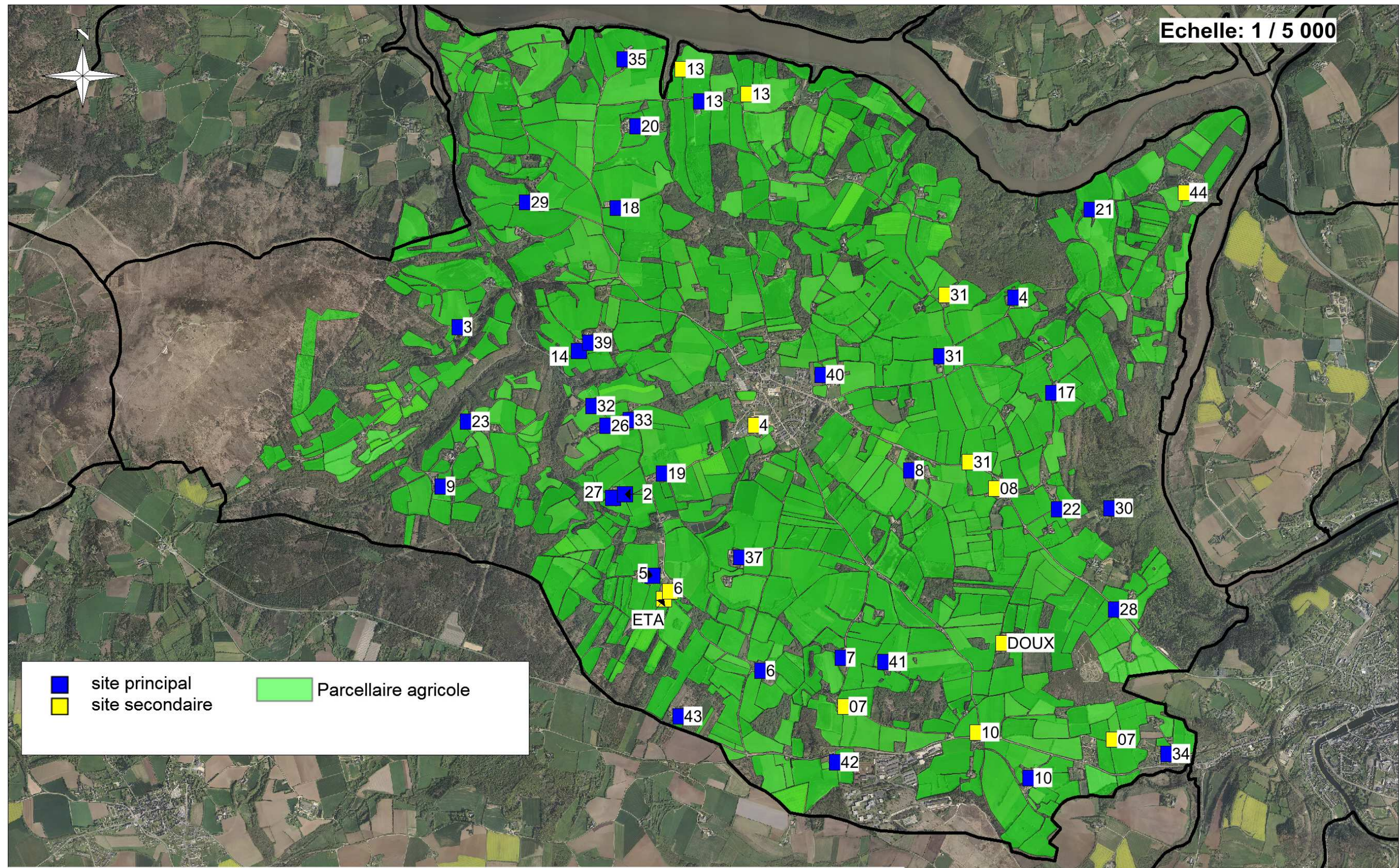
UTH : Unité de Travail Humain

Numéro	Statut	UTH	Année de naissance du plus vieux	Année de naissance du plus jeune	SAU	Production principale	Production secondaire	Moyens de production	Activité complémentaire	Régime instal. Classées	Devenir à 5 ans	Nombre de départs prévus	Nombre d'installations	Type d'installation
001	exploitation disparue													
002	individuelle	1	1971		62.5	lait		340 000 litres de lait - 10 bovins à l'engrais		RSD	stable	0	0	
003	individuelle	1	1965		26.7	lait		135 000 litres de lait		RSD	stable	0	0	
004	EARL	1	1982		92.5	lait		450 000 litres de lait - 40 bovins à l'engrais		IC	stable	0	0	
005	GAEC	2	1956	1977	143	lait	aviculture	560 000 litres de lait - 1 200 m² d'atelier de volaille		IC	stable	1	1	familiale
007	individuelle	1	1973		75	lait		350 000 litres de lait		IC	stable	0	0	
008	autre société	2	1974	1967	105	lait	viande bovine	490 000 litres de lait - 5 bovins à l'engrais		IC	stable	0	0	
009	individuelle	2	1959		2	maraîchage		2 ha de légumes		–	installation en remplacement	1	1	tiers à trouver
010	individuelle	1	1970		62	lait		300 000 litres de lait		RSD	stable	0	0	
011	exploitation disparue													
013	EARL	1	1956		102	lait		410 000 litres de lait		IC	installation en remplacement	1	1	familiale
014	EARL	2	1975		89	lait	viande bovine	320 000 litres de lait - 40 vaches allaitantes		RSD	stable	0	0	
015	exploitation disparue													
018	EARL	2	1980		87.5	lait		375 000 litres de lait		RSD	stable	0	0	
019	EARL	1	1970		57	lait		100 000 litres de lait	transformation	RSD	stable	0	0	
020	GAEC	2	1986	1981	147	lait		630 000 litres de lait		IC	stable	0	0	
021	individuelle	1	1957		85.5	lait		280 000 litres de lait		IC	disparition	1	0	
022	individuelle	1	1957		47	lait		244 000 litres de lait		IC	installation en remplacement	1	1	tiers à trouver
023	individuelle	3	1980		3	maraîchage			transformation	–	stable	0	0	
026	individuelle	2	1964		71	aviculture	légumes/céréales		vente directe	RSD	stable	0	0	
027	individuelle	2	1960		56	viande bovine	légumes/céréales	20 vaches allaitantes		RSD	disparition	1	0	
028	individuelle	1	1971		15	équins			tourisme		stable	0	0	
029	EARL	1	1971		67.3	lait		380 000 litres de lait		IC	stable	0	0	
030	individuelle	1	1949		2	aviculture		1 000 m² d'atelier de volaille		RSD	disparition	1	0	
031	GAEC	3	1990	1964	184	lait		700 000 litres de lait		IC	stable	0	0	
032	individuelle	2	1978		2	maraîchage		2 ha de légumes			stable	0	0	
033	individuelle	2	1989		2	maraîchage		2 ha de légumes			stable	0	0	
034	individuelle	1	1951		8	légumes/céréales					installation en remplacement	1	1	familiale
035	GAEC	3	1980	1965	151.5	porcs	lait	350 000 litres de lait - 120 truies N/E		IC	stable	0	0	
037	EARL	3	1968	1965	94	lait		450 000 litres de lait		IC	stable	0	0	
038	exploitation disparue													
039	EARL	1	1960		65	viande bovine		70 vaches allaitantes		IC	installation en remplacement	1	1	tiers à trouver
040	individuelle	1	1966		96	ovins-caprins		220 brebis ou chèvres		RSD	stable	0	0	
041	autre société	2	1964	1963	94	lait		350 000 litres de lait		IC	stable	0	0	
042	individuelle	1	1969		4	aviculture	porcs			RSD	stable	0	0	
043	individuelle	1	1991		0	aviculture		4 900 m² d'atelier de volailles		IC	installation d'un associé en plus	0	1	tiers à trouver



# Diagnostic agricole DINEAULT

## Localisation des sites des exploitations



cartographie Chambre d'agriculture de Bretagne sur fond orthophotographie IGN2015



## V - L'AGRICULTURE DE LA COMMUNE

(D'après les questionnaires d'enquête et les données du RA 2010)

### 5.1. Présentation de la commune

#### 5.1.1 Généralités

La commune s'étend sur une superficie de 4 596 hectares, dont 2 640 hectares de Surface Agricole Utilisée soit 57 % de la commune. Le territoire communal est à prédominance agricole.

#### 5.1.2 Evolution récente de l'activité agricole

D'après le Recensement Agricole 2010, la commune comptait 35 exploitations de plus de 1 ha. L'évolution récente, entre 2000 et 2017, d'après le Recensement Agricole 2010 se caractérise par une diminution (- 18 %) du nombre d'exploitation en 10 ans.

La Surface Agricole Utilisée par les exploitations de la commune reste relativement stable. La SAU moyenne par exploitation augmente modérément, passant de 2184 ha en 2000 à 2192 ha en 2010.

Le changement de destination de la SAU ne peut être extrapolé à partir de ces chiffres car des exploitants, utilisent des terres hors de leur commune.

	Nombre exploitations	SAU totale des exploitations de la commune*	SAU moyenne par exploitation
2000	43	2 184 ha	50.7 ha
2010	35	2 192 ha	62.6 ha

### 5.2. La population agricole et perspective à 5 ans

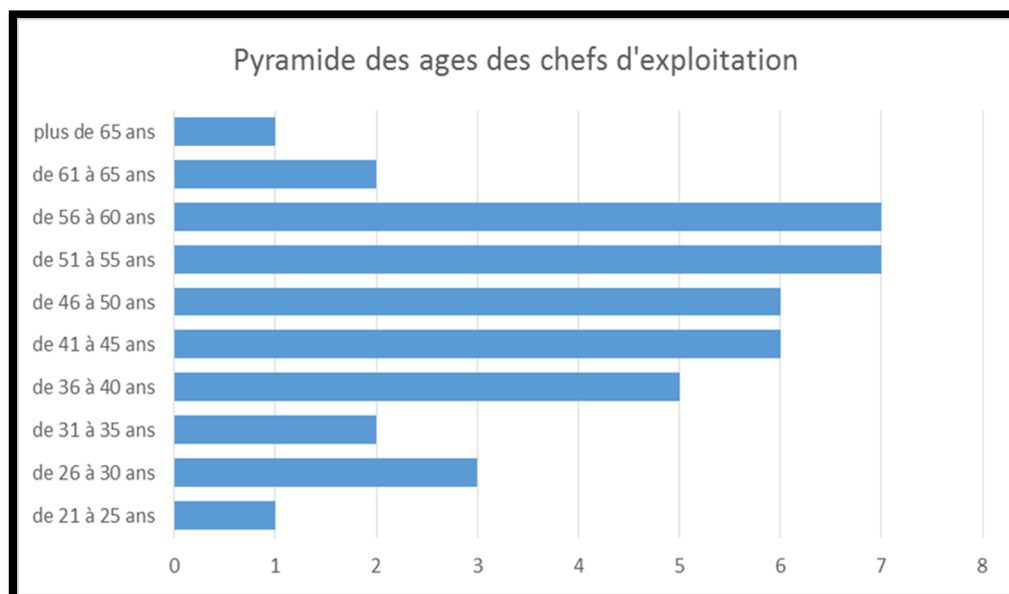
(Analyse des données collectées)

33 exploitations ont leur siège d'exploitation sur la commune.

Ces exploitations totalisent une population de 41 exploitants (conjointes et associés) et représentent 53.5 UTH au total.

L'âge moyen des chefs d'exploitation sur la commune est de 48 ans.

L'histogramme de la répartition des exploitants par classes d'âge, montre que les exploitants ont en majorité entre 51 ans et 60 ans.



42 % des exploitants de plus de 50 ans. 27 % des exploitants ont moins de 40 ans. La commune de DINEAULT conserve une population agricole jeune.

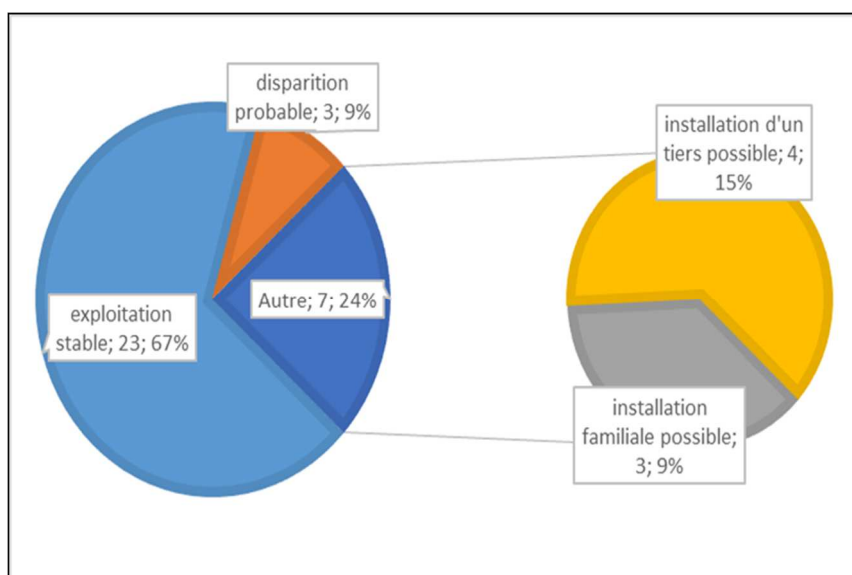
### DEVENIR DES EXPLOITATIONS DANS LES CINQ PROCHAINES ANNEES

10 exploitants seront concernés dans les 5 à 7 années à venir par des départs en retraite soit 10 exploitations concernées.

Pour 3 exploitations : pas de repreneur connu ni, à priori, envisageable (pour le site de production). Le parcellaire sera alors repris dans le cadre de projet d'agrandissement d'exploitations existantes. Ces exploitations exploitent 143.5 ha.

Pour 7 exploitations : reprise de l'outil de production envisagé ou envisageable:

- transfert au conjoint (1), installation dans le cadre familiale (2),
- recherche d'un repreneur (4) avec pour ces dernières, **un réel enjeu pour la transmission de ces exploitations** avec un risque d'enfrichement d'une partie de la commune si aucun repreneur ne s'installe sur ces structures. Ces exploitations exploitent 176 ha.



Par ailleurs, un exploitant recherche un associé supplémentaire.

➔ Bien que la majorité de la population agricole de DINEAULT ait moins de 50 ans (58% des exploitants), un réel enjeu existe en terme de reprise des outils de production et du parcellaire des exploitants amenés à partir en retraite dans les 5 à 7 prochaines années. En effet, à l'heure d'aujourd'hui, 4 exploitants sont à la recherche d'un repreneur pour leur outil de production. Le parcellaire de ces 4 exploitations ajouté aux parcellaires des exploitations sans reprise, représentent une surface de près de 320 ha, surface qui serait reprise dans le cadre d'agrandissement d'exploitations de la commune ou extérieures à la commune.

La reprise de ces outils de production dans le cadre de projet d'installation garantira le maintien d'une agriculture dynamique sur la commune et limitera le risque d'enfrichement d'une partie du territoire.

### La carte de viabilité des exploitations :

Elle permet de situer rapidement la répartition de tous les sièges d'exploitations sur la commune. Un code couleur indique pour chacune d'elle le critère de viabilité.

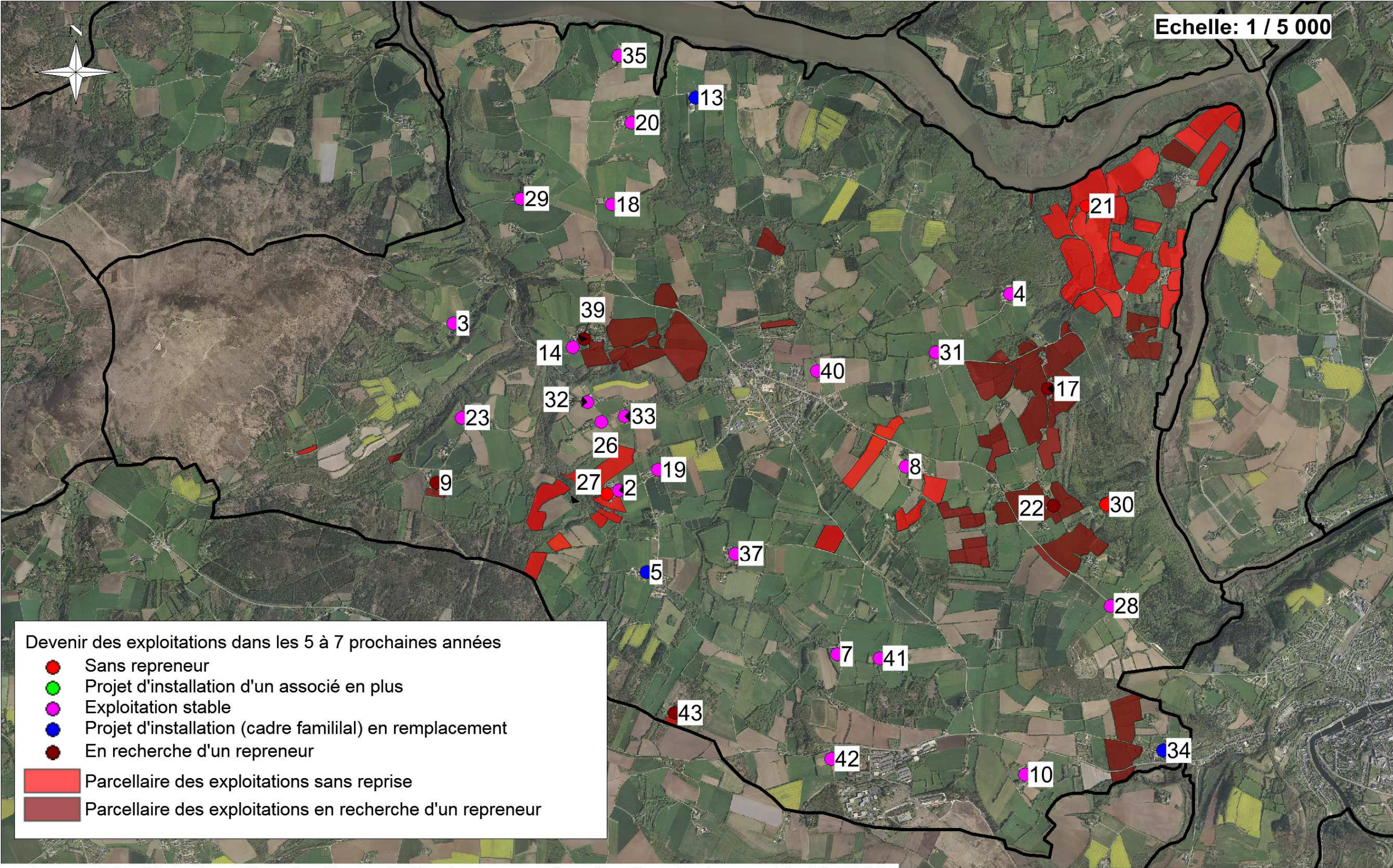
Par croisement des données de la carte d'exploitation avec l'âge des exploitants, il est possible de définir le parcellaire qui au cours des 5 prochaines années changera de chef d'exploitation à des fins d'agrandissement ou d'installation.

Ce parcellaire est potentiellement intéressant pour la collectivité pour réaliser des réserves foncières (surfaces constructibles, nouvelles installations,...) ou pour conforter les exploitations alentours.



# Diagnostic agricole DINEAULT

## Devenir des exploitations dans les 5 à 7 ans



cartographie Chambre d'agriculture de Bretagne sur fond orthophotographie IGN2015

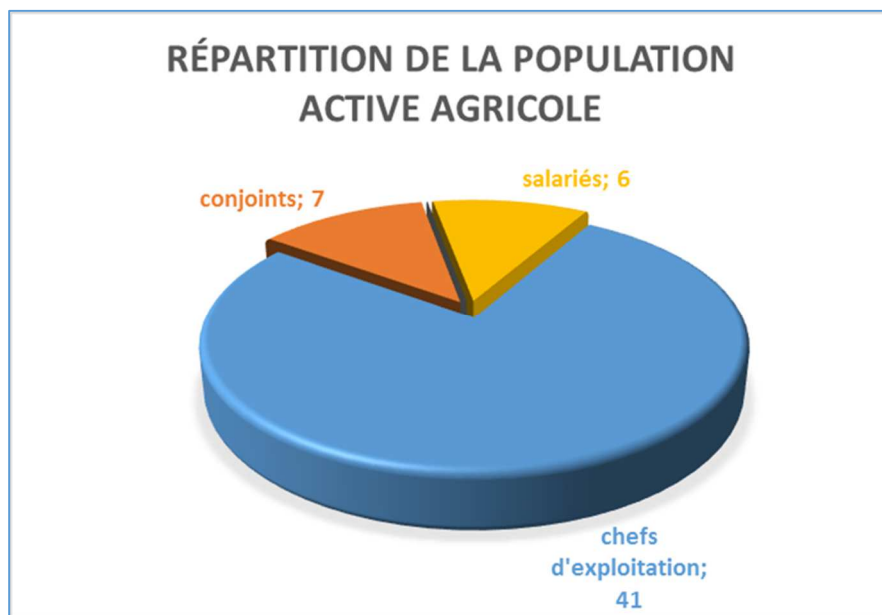


### 5.3. La main d'œuvre et le statut juridique

La main d'œuvre sur les exploitations se décompose de la façon suivante :

- Les **exploitants** (chefs d'exploitations, leurs conjoints(es) ou/et les associés représentent : 41 **ETP\***.
- 6 **salariés sont employés sur des élevages laitiers et en production végétale**

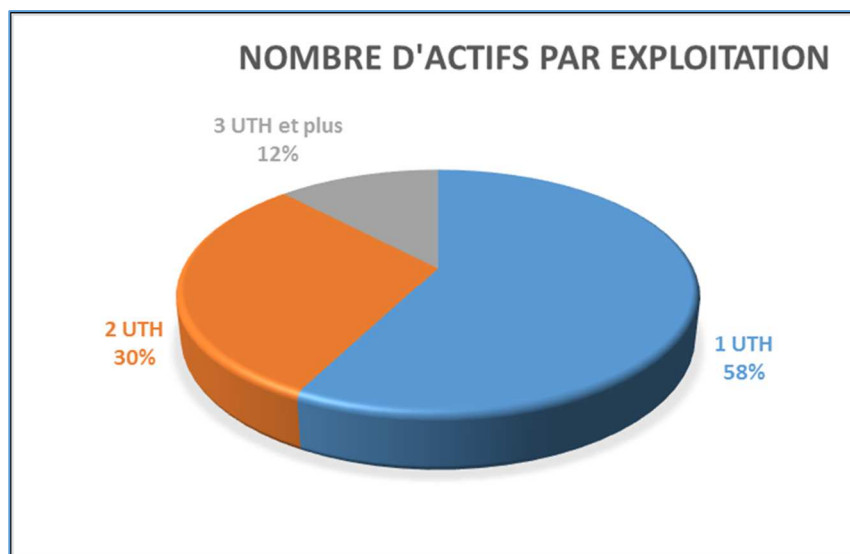
*\*ETP : Equivalent Temps Plein, présent une année entière sur l'exploitation.*



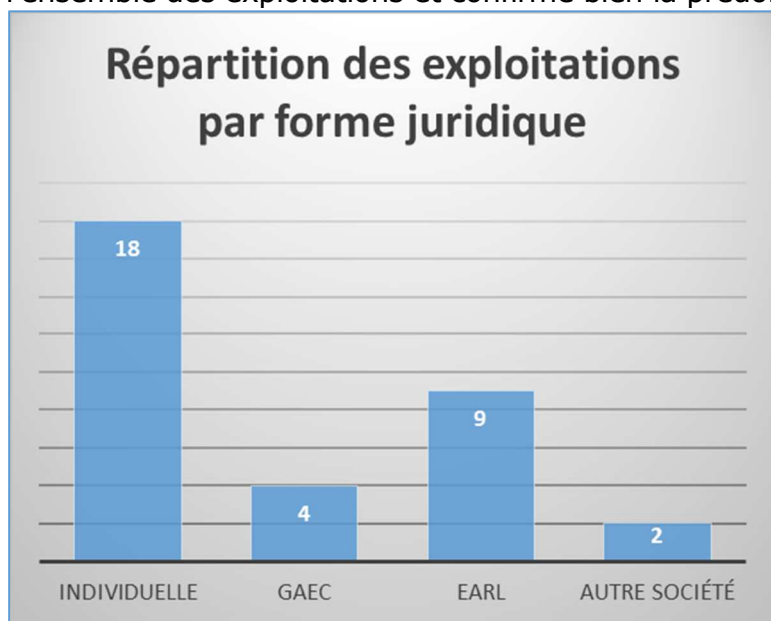
**Les exploitations totalisent 53.5 ETP**

Les exploitations sont des structures à **dimension familiale**. Les exploitations individuelles à un seul ETP sont largement majoritaires.

75 % des exploitations sont des exploitations unipersonnelles (1 seul chef d'exploitation) et 100 % des exploitations sont de taille familiale à 1 ou 2 associés.



Le graphique ci-dessous présente la répartition des différentes formes juridiques pour l'ensemble des exploitations et confirme bien la prédominance des entreprises individuelles.

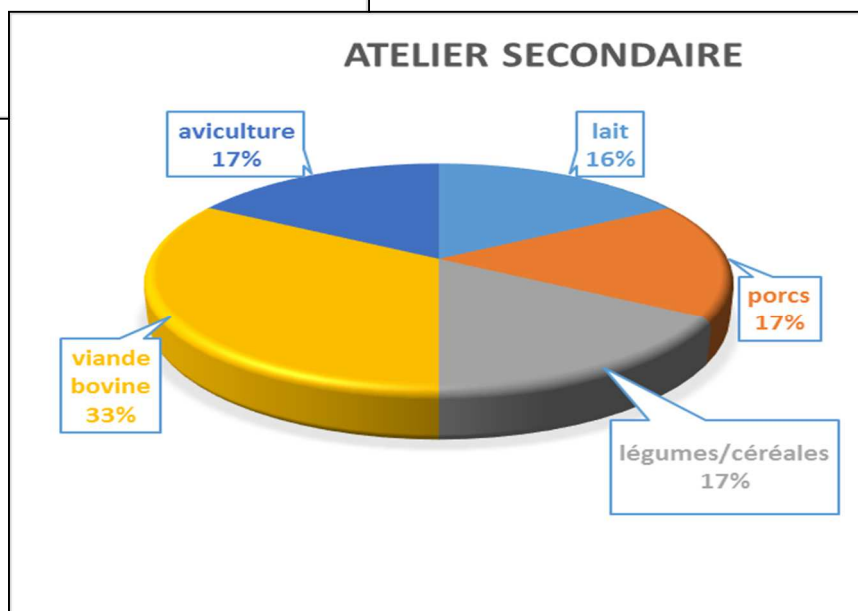
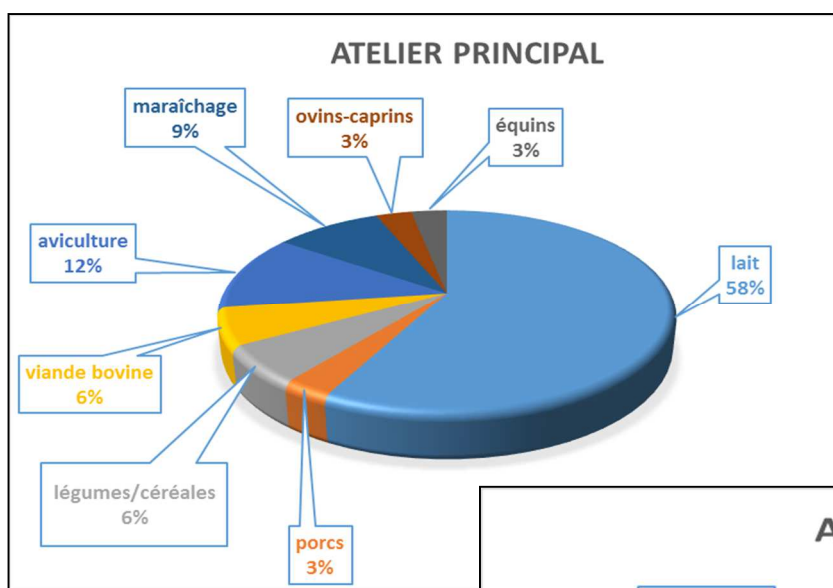


Les GAEC et les EARL sont des statuts de sociétés agricoles :

GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

EARL : Entreprise Agricole à Responsabilité Limitée

#### 5.4. Les productions



27 exploitations sont spécialisées dans une production et 6 exploitations exercent deux productions.

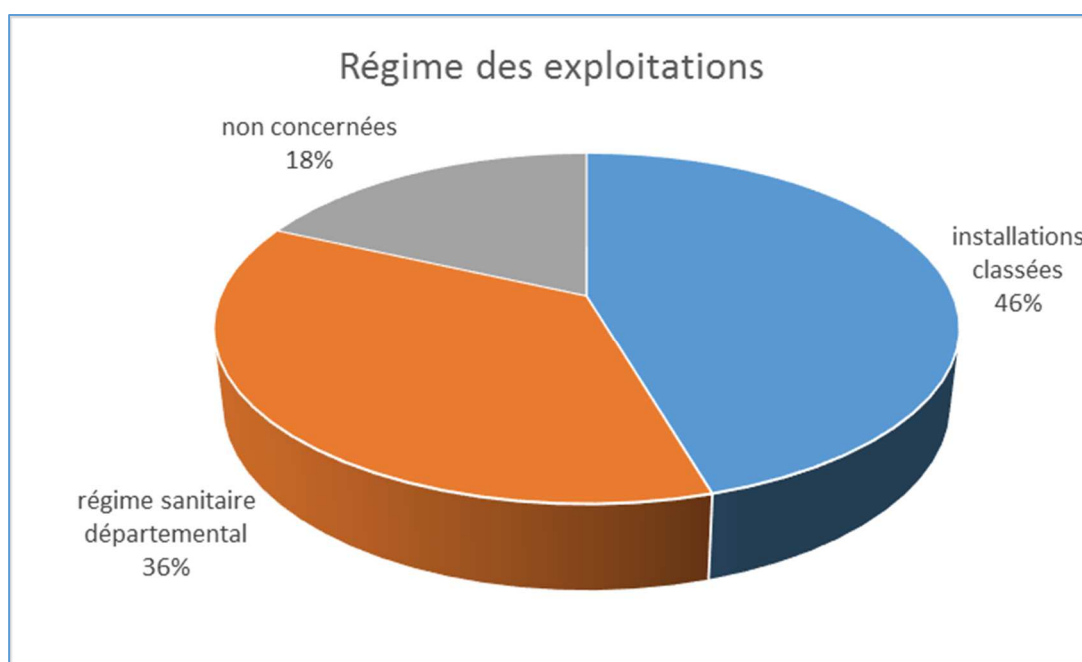
La **production principale** sur la commune est la production **laitière**. Elle est exercée par 58 % des exploitations en production principale (20 ateliers de production). Le quota laitier moyen par exploitation s'élève à près de 370 000 L pour un quota total des exploitations de la commune de près de 7 450 000 L.

**La production avicole** exercée par 12% des exploitations en atelier principal est la seconde production exercée sur la commune. Par ailleurs, 9 % des exploitations exercent une production maraîchère en production principale.

3 exploitations ont développé un atelier de diversification (transformation/ vente directe/ touristique). 9 exploitations sont en production biologique. En termes de commercialisation de la production, 68 % des exploitations commercialisent leur production via des coopératives et 28 % (9 exploitations) en vente directe.

Nous comptons 4 ateliers hors sol en élevage (volaille et porc).

#### 5.5. Le régime des exploitations vis-à-vis de la réglementation environnementale



18 % des exploitations exercent une activité hors élevage : légumes ou céréales.

46% des exploitations d'élevage relève du régime des Installations Classées, c'est à dire des structures d'une taille relativement importante (plus de 50 Equivalents Gros Bovins).



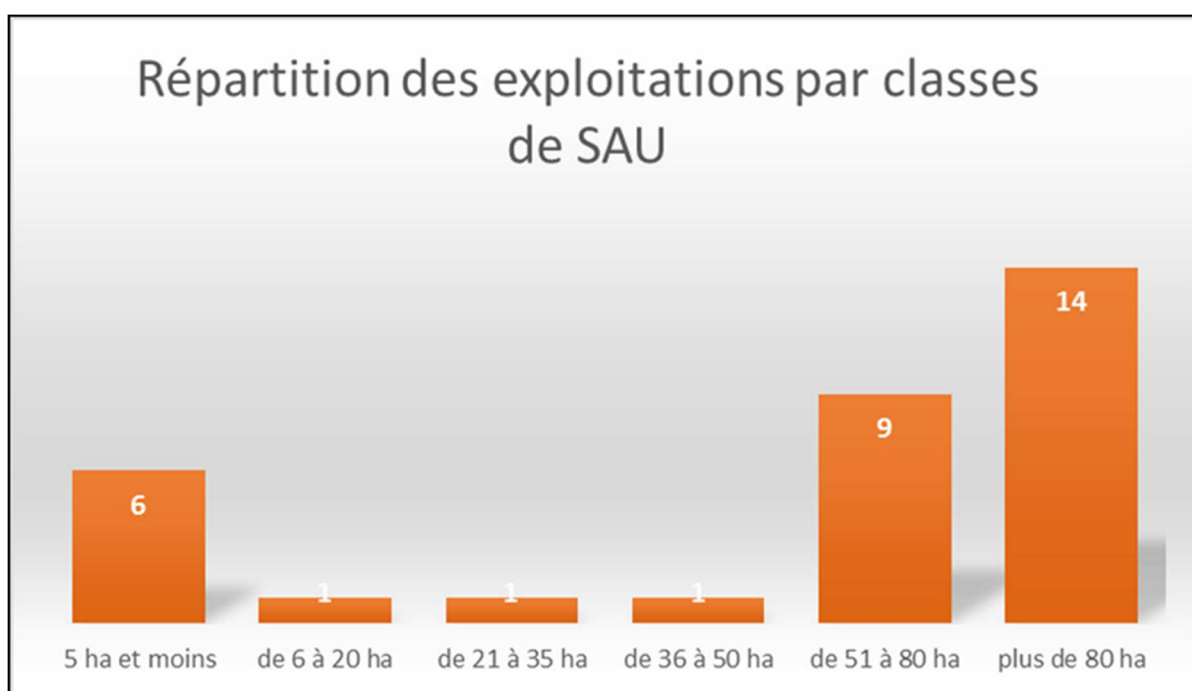
## 5.6. Les surfaces des exploitations

Nous rappelons que la SAU communale est de 2 662 ha déclarés à la PAC sur la commune en 2015. Les exploitations de la commune déclarent et exploitent 2 160 hectares sur DINEAULT ou à l'extérieur de DINEAULT.

534 ha (20 % SAU totale) sont exploités par des exploitations extérieures à DINEAULT (exploitants originaires de 8 communes)

**La surface agricole utile (SAU) moyenne des exploitations conventionnelles est de 67.5 hectares (hors systèmes hors sol).**

Elle est supérieure à la moyenne départementale qui se situe aux alentours de 60 hectares.



L'évolution des exploitations de la commune suit la tendance générale d'agrandissement des structures existantes.

La commune présente:

- ✓ **17 % d'exploitations < 5 ha:** exploitations maraîchères et petits élevages.
- ✓ **25 % d'exploitations de taille > 51 et < 80 ha** élevages bovins
- ✓ **43 % d'exploitations > 80 ha**

Au niveau des sièges d'exploitation, même si peu d'exploitations d'élevage sont exemptes de tiers, elles ont en revanche, réussi à constituer de belles entités foncières regroupées autour de leurs bâtiments.

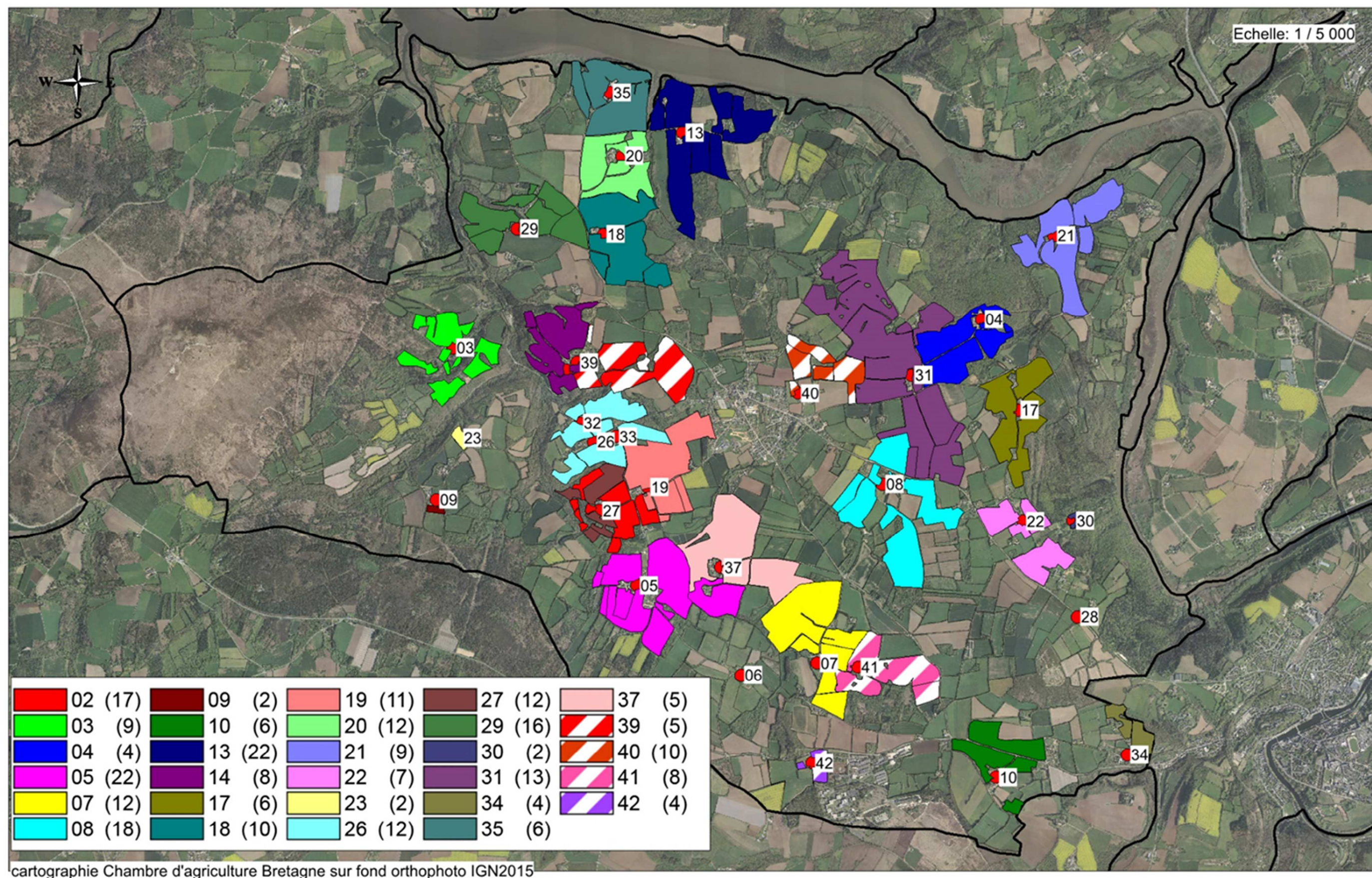
Cependant, au-delà de l'unité foncière constituée autour des sièges, le parcellaire des exploitations peut, pour certaines d'entre elles, être fortement dispersé.

La carte **ci-dessous** identifie le parcellaire et le siège des exploitations pour lesquelles le parcellaire est localisé à proximité du siège de l'exploitation.

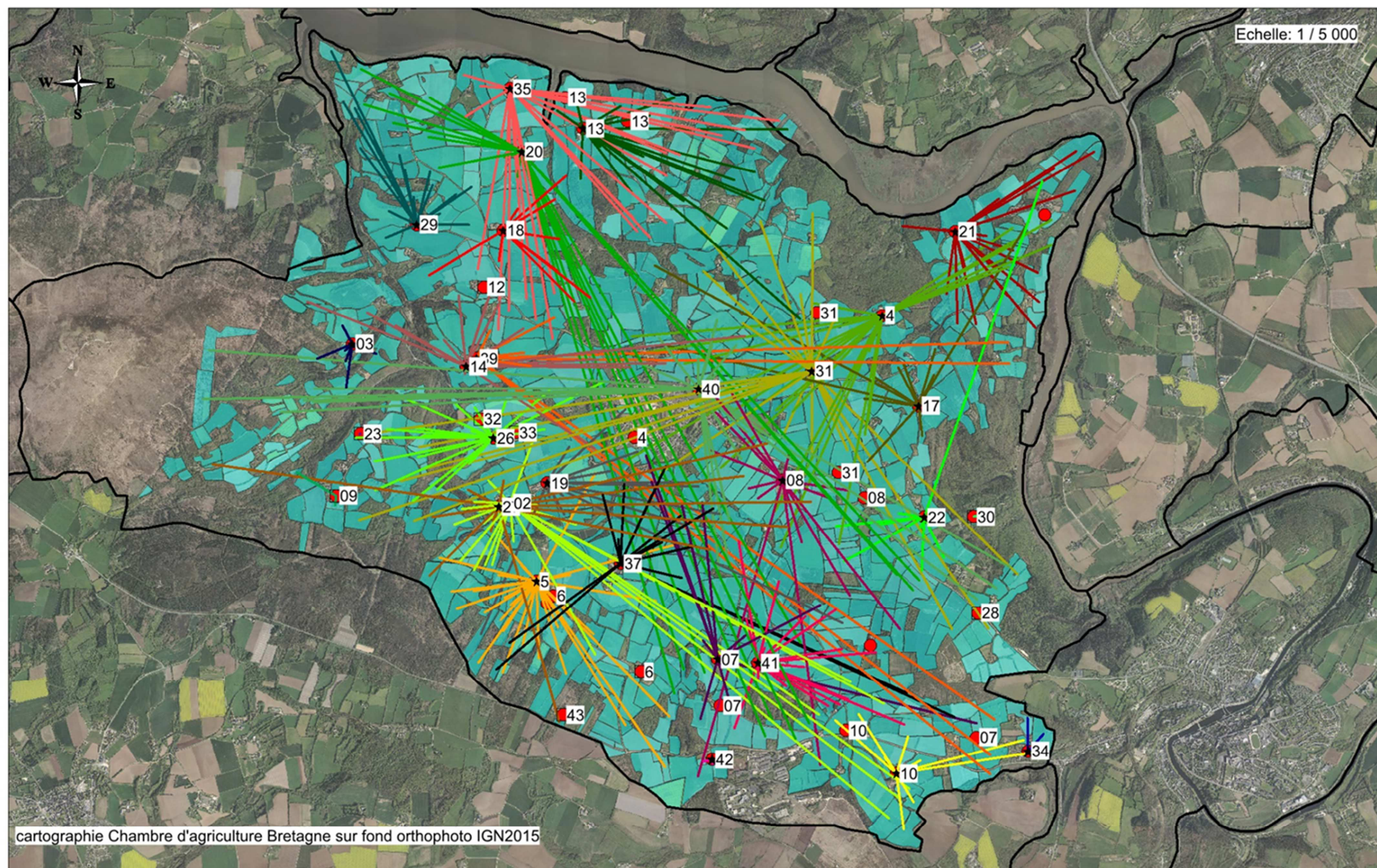
La carte **suivante** permet de visualiser la localisation des parcelles par rapport au siège de chaque exploitation et confirme l'éclatement du parcellaire de certaines exploitations.



## Parcelles de proximité par rapport au siège









## VI - EXPLOITATIONS EN COMMUNE LITTORALE

---

La commune de DINEAULT est soumise à la Loi Littoral en raison de sa façade maritime. Cette Loi s'applique entre autres aux constructions agricoles considérées comme constitutives d'urbanisation.

### **L'ensemble de la commune est soumis à la règle de la continuité :**

Les constructions doivent être réalisées dans la continuité du bâti existant.

Une dérogation à la continuité peut être accordée pour les exploitations agricoles qui nécessitent d'être éloignées des zones habitées. Cette dérogation implique un avis de la Commission Départementale de la Nature et des Sites et un accord du Préfet.

### **Dans les Espaces Proches du Rivage (EPR) :**

- la dérogation à la continuité est limitée à la mise aux normes uniquement, sans augmentation des effluents d'élevage
- la règle de l'extension limitée s'ajoute à celle de la continuité.

### **Les espaces remarquables et la bande des 100 mètres :**

Ces espaces ne permettent pas le maintien des exploitations agricoles. Aucune exploitation ne doit être comprise dans ces zones.

**Les contraintes particulières aux Espaces Proches du Rivage** ont conduit la collectivité et la Chambre d'agriculture à porter une attention particulière aux exploitations agricoles concernées.

Dans ce cadre, la charte « agriculture et urbanisme » en cours de révision prévoit que :

« Pour permettre d'asseoir la viabilité économique des exploitations agricoles existantes, le diagnostic agricole préalable au PLU mettra en évidence les espaces de développement potentiels desdites exploitations, compatibles avec la protection des paysages. Ainsi l'extension limitée des installations agricoles pourra être retraduite au travers des documents du PLU dans le rapport de présentation. »

### **Voici quelques compléments à cette rédaction succincte :**

Les exploitations agricoles sont des **activités économiques** qui nécessitent des investissements importants. Pour assurer la pérennité de ces activités, il est nécessaire de leur permettre d'évoluer sur les sites où elles se trouvent, y compris en Espace Proche du Rivage.

En outre, **les mises aux normes** des exploitations doivent pouvoir être réalisées sur site. En effet, la mise aux normes environnementale des exploitations agricoles est d'autant plus prégnante dans les espaces proches du rivage.

De plus, la mise aux normes « Bien-être » prévues pour 2013 nécessitera parfois des extensions de bâtiment, voire la construction de nouveaux bâtiments, sans augmentation des effluents.

**La concurrence sur le foncier agricole** reste vive dans le secteur. Si la concurrence avec l'urbanisation est plus forte en milieu péri-urbain et sur le littoral, la pression foncière agricole se reporte sur le rétro-littoral. Les opportunités de délocalisation en rétro-littoral restent donc rares pour les exploitations situées en espaces proche du rivage.

**La proximité des bâtiments avec les terres** exploitées constitue un élément important dans les choix des systèmes de production et dans la rentabilité de l'entreprise : accès des animaux aux pâtures, surveillance des cultures, réduction des déplacements des engins agricoles sur les routes, amélioration des systèmes d'exploitation (rotation, pâturage, fertilisation...), réduction des coûts d'exploitation...

Seule cette proximité entre le foncier et les bâtiments sera garante de la bonne exploitation des terres et par conséquent d'un paysage entretenu sur le littoral.

Par ailleurs, les agriculteurs constituent **une population active** présente toute l'année sur le littoral, contrairement aux résidents secondaires qui convoitent particulièrement ce territoire. Ils font vivre le territoire, les écoles, sont encore très présents dans la vie communale et associative.

Le conseil municipal de la commune compte 3 exploitants agricoles.

Au-delà des enjeux communaux, ces exploitations ont **une incidence considérable directe et indirecte sur le fonctionnement du territoire**. Elles représentent, selon une étude de Bretagne Prospective, 39% du Chiffre d'affaire des entreprises de la région. Elles approvisionnent les coopératives et Industries Agroalimentaires. Elles sont une part importante du marché du bâtiment, du machinisme, des services : banques, recherche, enseignement, conseil...

Enfin, **l'activité agricole nécessite d'être éloignée des zones habitées** et ne peut pas, le plus souvent, s'exercer en densification des espaces urbanisés existants.

Cette nécessité doit être justifiée par le pétitionnaire. Elle s'applique aux exploitations d'élevage (article L111-3 du code rural et R 111-2 du code de l'urbanisme) mais aussi à d'autres types de production. Par exemple, la lumière dans les serres pendant la nuit, la production importante de poussière, de bruit, la circulation agricole à des heures nocturnes... peuvent constituer des arguments dans ce sens.

Compte tenu de ces éléments, nous proposons une **cartographie des possibilités d'extension des exploitations agricoles** situées dans ces espaces proches du rivage au regard de la Loi Littoral, en intégrant à la fois les contraintes géomorphologiques des lieux : pentes, routes, accès, espaces naturels... et les nécessités des exploitations concernées. Ces propositions cartographiques pourront utilement être annexées au rapport de présentation du PLU.

Quels que soient les projets d'extension, en espaces proches du rivage comme en dehors, une attention toute particulière devra être portée à l'insertion paysagère du projet. Voir la plaquette « L'insertion des bâtiments agricoles dans le paysage du Finistère » réalisé par l'Etat avec la participation de la Chambre d'agriculture.

La fonctionnalité des exploitations reste bien meilleure en l'absence de tiers. Malheureusement, la Loi Littoral rendra difficile les délocalisations ou recherche d'éloignement des hameaux habités. La cohabitation entre activité agricole et les tiers restera par conséquent inévitable. Une bonne communication semble indispensable pour conserver de bonnes relations de voisinages dans ce contexte.

Enfin, ce contexte qui rend difficile la création de nouveaux sites pose avec acuité la question d'un **éventuel maintien en zone agricole d'anciens sites agricoles désaffectés**.

### 7.1. Introduction

L'agriculture façonne le paysage depuis des siècles. Les talus ont été considérés tantôt gênants, tantôt utiles pour l'activité agricole. Le remembrement opéré sur la commune, s'il a permis une restructuration parcellaire intéressante, n'a pas joué en faveur du maintien des talus inter-parcellaires.

Nombre de parcelles demeurent de taille modeste ou présentent une configuration peu propice au travail du sol.

Si le rôle d'abri pour les animaux est depuis longtemps connu, d'autres fonctions sont plus récemment mises en avant : protection de la qualité de l'eau, des cultures, préservation de la faune, de la flore et du paysage (Cf. annexe 4). Actuellement, le maintien du bocage fait partie des demandes de la société. Les questions énergétiques confèrent également un nouvel intérêt à la valorisation du bois.

Le Conseil Municipal a souhaité mener une réflexion, sur l'opportunité de préserver certains éléments bocagers (talus et haies) dits stratégiques et paysagers, dans le cadre de la mise en place du Plan Local d'Urbanisme. Il a souhaité associer l'ensemble des agriculteurs à cette réflexion afin qu'ils puissent s'exprimer sur un éventuel classement des talus qui les concernent.

L'objet du classement des éléments paysagers manifeste la volonté de contrôler les arasements sur des éléments clairement identifiés, « éviter certains excès », plutôt que de vouloir empêcher toute évolution. Il est en effet souhaitable que les modifications du maillage bocager restent possibles. Dans le cas des éléments bocagers jugés importants et identifiés comme tels dans le règlement graphique du PLU, les arasements devront être justifiés (conditions de travail de l'exploitant, d'accès, regroupement parcellaire ...) et parfois compensés.

Cependant, au-delà de cette identification, se posent les moyens de la gestion et de la conservation de ces éléments, ainsi que la réglementation à appliquer.

## 7.2. Rappels réglementaires

Dans le cadre du travail qui lui incombe, un certain nombre de législations s'imposent à la commune.

### **En matière d'urbanisme :**

La loi Paysage du 8 janvier 1993 (Art. L123-1-5-III-2° du code de l'Urbanisme).

La collectivité peut « identifier » dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des éléments de paysage qu'elle souhaite protéger et mettre en valeur : haies, réseaux de haies, plantations, alignements, arbres isolés, talus etc. ...peuvent-être identifiés à ce titre.

Une déclaration préalable est alors nécessaire avant toute modification (arasement, dessouchages) de ces éléments paysagers. Comme toute déclaration d'urbanisme, le délai d'instruction est de un ou au plus deux mois, si l'avis des Architectes et Bâtiments de France est nécessaire. Le délai passe à quatre mois en site inscrit ou site classé. Suite à ce délai, la non-opposition est tacite.

Il est important que le maire s'appuie sur une commission prévue à cet effet, comprenant des agriculteurs afin de rendre sa décision.

Le **document d'urbanisme** en vigueur sur la commune délimite des zones naturelles (NDS), dans lesquelles ces éléments sont protégés.

En termes de **Protection des sites**, il existe des mesures réglementaires de protection de ces éléments paysagers en vigueur. La Loi de 1930 sur les sites a introduit deux dispositifs : le site classé ou le site inscrit.

En site classé, le niveau de protection est plus fort qu'en site inscrit. Ainsi, en site classé : la suppression définitive (hors coupe de bois) d'un talus ou d'une haie doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la DIREN. En site inscrit, cette même suppression doit faire l'objet d'une déclaration auprès du Préfet.

Concernant les **Monuments historiques**, le bocage est protégé dans le périmètre de 500 mètres des monuments historiques classés ou inscrits au même titre que dans un site classé ou inscrit.

Enfin dans le cadre de la **Directive européenne Habitats, Natura 2000**, les éléments bocagers sont reconnus comme éléments qui favorisent la biodiversité. Ils peuvent servir de corridors écologiques favorisant le déplacement d'espèces protégées d'un site vers un autre.

### 7.3. Les talus inventoriés : critères retenus et linéaires

Le recensement des haies et talus a principalement été réalisé par les agriculteurs de la commune à partir d'un pré-repérage sur photographie aérienne. Le linéaire a été reporté sur le fond Orthophoto IGN de 2015 (carte annexée). Les cours d'eau indiqués sur la carte correspondent à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2011. Ces éléments cartographiques se substituent à ceux de l'Institut Géographique National (IGN) pour les dispositions réglementaires qui y font référence.

Une permanence a été réalisée le 14 juin 2017. Les exploitants ayant des parcelles sur la commune ont été invités pour participer à cette permanence. 14 exploitants se sont déplacés.

#### **7.3.1. Talus perpendiculaires à la pente :**

Linéaire de 43.5 kilomètres

Le rôle anti-érosif des talus perpendiculaires à la pente s'avère positif pour la parcelle elle-même en retenant la terre arable mais également pour la qualité de l'eau dans la mesure où ils réduisent la turbidité. De plus, en retenant temporairement l'eau de ruissellement, les talus permettent d'écarter les crues et parfois de soutenir le débit d'étiage. L'arasement de tels talus doit être analysé avec attention au regard des longueurs de pente, des protections aval existantes et des mesures de « compensation » envisagées. Dans les secteurs où la pente est très faible et lorsque le talus n'a qu'un rôle marginal vis à vis de la circulation de l'eau, celui-ci est qualifié de simple talus intra-parcellaire.

#### **7.3.2 Talus en bord de route ou limite de contexte bâti :**

Linéaire de 84 kilomètres

En l'absence de potentialité d'aménagement parcellaire, ces talus ont vocation à être maintenus en place. Sans gêne particulière pour l'activité agricole, sinon le coût de leur entretien, ils assurent la protection des fossés face aux risques de dérive de traitements phytosanitaires.

#### **7.3.3 Talus intra-parcellaires :**

Linéaire de 87.5 kilomètres

Ces talus ont pour la plupart été construits afin de matérialiser les limites de propriété à une époque où l'unité de mesure était le journal, c'est à dire la surface qu'un paysan pouvait labourer en une journée. La propriété foncière évoluant, ainsi que les techniques culturales, l'adaptation de l'outil de travail doit pouvoir s'opérer sans contrainte majeure.

Les talus qui répondent aux catégories énoncées ci-dessus ont donc été cartographiés.



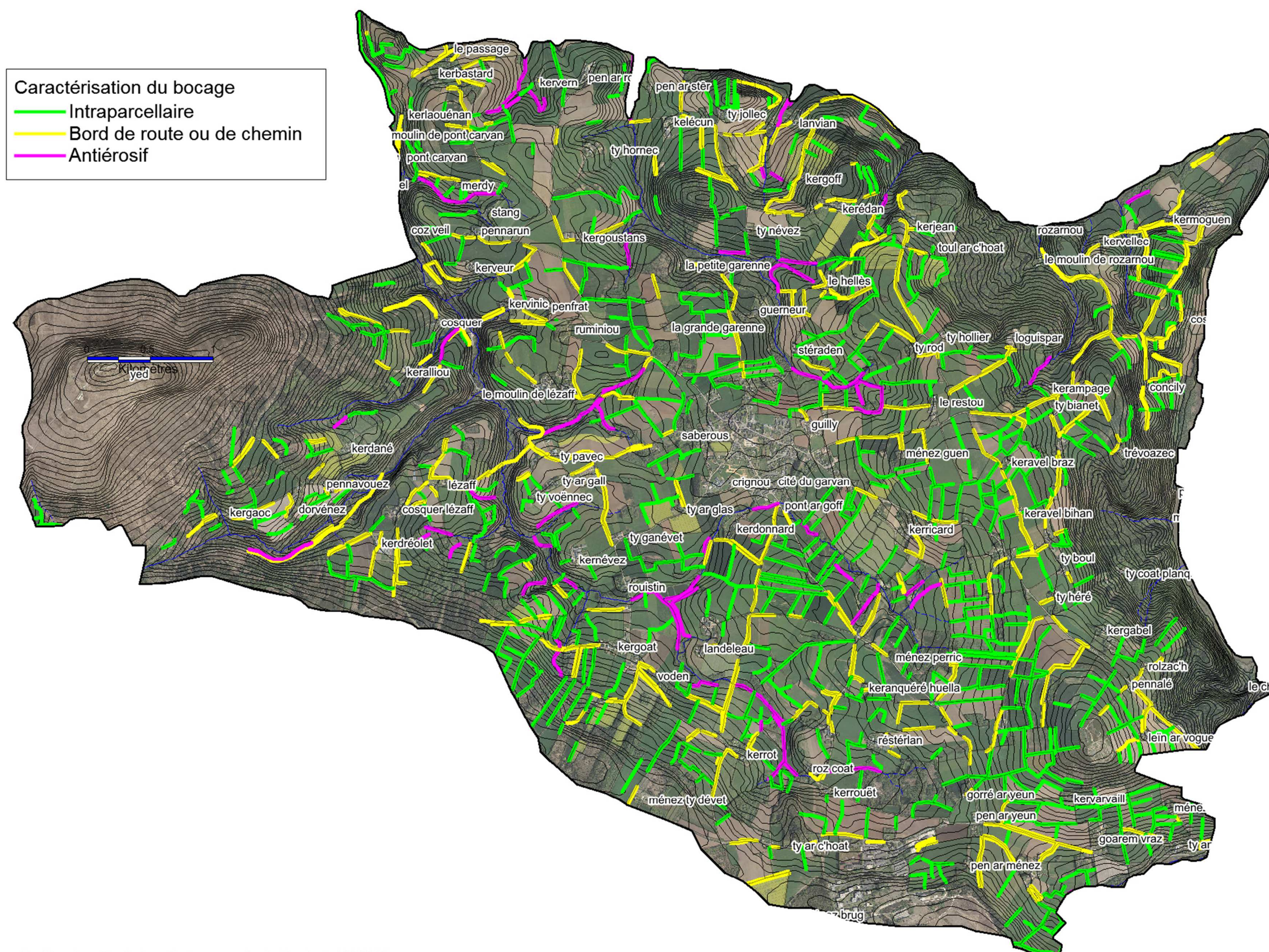
Le tableau ci-dessous récapitule les linéaires des différentes catégories.

Rôle	Localisation	Longueur
Anti-érosif	Bord de cours d'eau/ Bas fond	16.5 km
	Intraparcellaire perpendiculaire à la pente	27 km
Paysage	Bord de route_ bord de chemin	84 km
Autre	Intraparcellaire	87.5 km
Total		215 km



# Diagnostic agricole DINEAULT

## Identification du bocage



cartographie Chambre d'agriculture Bretagne sur fond orthophoto IGN2015



## VIII - ANALYSE STRATEGIQUE

---

Le diagnostic agricole a d'identifié quelles étaient les forces et les faiblesses du territoire pour l'activité agricole aujourd'hui et quelles en étaient les opportunités et les menaces pour les années à venir.

### ▪ **DINEAULT : une commune littorale préservée et enclavée**

L'une des principales contraintes existantes sur le territoire pour les exploitations agricoles concerne les 500 mètres de la zone conchylicole. Ce périmètre, instauré pour préserver les activités conchylicoles existantes sur le territoire, limite les capacités d'épandage pour les exploitations agricoles.

La commune est également concernée par le périmètre inscrit et classé du Ménez Hom, des zones Natura 2000... (cf. carte de localisation des périmètres de protection).

Les exploitants craignent un durcissement des contraintes sur ces secteurs de production agricole.

Le devenir et la transmission des exploitations localisées sur le littoral est un enjeu fort pour les années à venir. Les contraintes plus fortes appliquées sur les exploitations localisées à proximité du littoral rendent difficile la transmission des sites d'exploitations, mais également la reprise ou l'exploitation du parcellaire. C'est un réel risque d'enfrichement du littoral qui existe sur la commune.

Par ailleurs, la qualité des terres sur la commune est très hétérogène. Beaucoup de parcelles exploitées sont à fort relief. Exigeantes en termes de rotations et difficiles à travailler, elles sont principalement valorisées pour l'élevage.

Le secteur du Ménez Hom et le sud de la commune sont exposés Nord ce qui confère un avantage en période sèche. Ces secteurs sont également moins exposés à la lumière donc plus contraignants pour les céréales.

La commune de DINEAULT est géographiquement enclavée par l'AULNE et le MENEZ HOM. L'accès à la commune se fait par la traversée du bourg de CHATEAULIN, rendu difficile par la circulation dense aux heures de pointe.

### ▪ **Un contexte économique difficile**

Les exploitants ont souligné les inégalités entre les charges sociales appliquées sur les exploitations françaises et celles appliquées aux autres pays de l'Union Européenne. Ces inégalités entraînent des distorsions de concurrence entre les exploitations.

L'administration et les procédures compliquent les investissements et les projets des exploitants notamment dans le cadre de projet de méthanisation. La fin des quotas a également déstabilisé le marché.

### ▪ **DINEAULT, une commune remembrée**

Les exploitations de la commune ont globalement des entités groupées autour de leur siège, permis par le remembrement effectué sur la commune dans les années 70. Ce remembrement a structuré le parcellaire agricole en parcelles de tailles adaptées, accompagnées d'un réseau de chemins d'exploitations dense (70 kms) et aujourd'hui encore entretenu.

Cependant, au fil des générations, les exploitations se sont agrandies et dispersées. Aujourd'hui, certains exploitants de la commune sont amenés à parcourir de nombreux kilomètres et/ ou traverser le bourg de la commune pour accéder à leurs parcelles.

- **DINEAULT, une urbanisation concentrée au bourg**

La commune de DINEAULT a connu une extension d'urbanisation globalement concentrée au bourg de la commune, limitant l'emprise et le mitage du foncier agricole. Les futurs projets d'urbanisation de la commune se feront en extension du bourg. Les parcelles agricoles aujourd'hui localisées à proximité du bourg pourront faire l'objet d'urbanisation dans les années à venir, suivant les projets de la Municipalité.

- **Des exploitations dynamiques, qui s'entraident**

La commune de DINEAULT possède une CUMA. La majorité des exploitants de la commune y adhère facilitant entre eux les échanges, les discussions et une cohésion. Cette entraide est peut-être l'atout principal que les exploitants ont su mettre en place au fil des années. De même, cette bonne entente facilite les discussions et les consensus lors de libération de foncier sur la commune. Ces discussions, couplées à la diversité des exploitations de la commune, permettent aux uns et aux autres de s'enrichir des expériences de chacun et de faire évoluer leurs modes de productions.

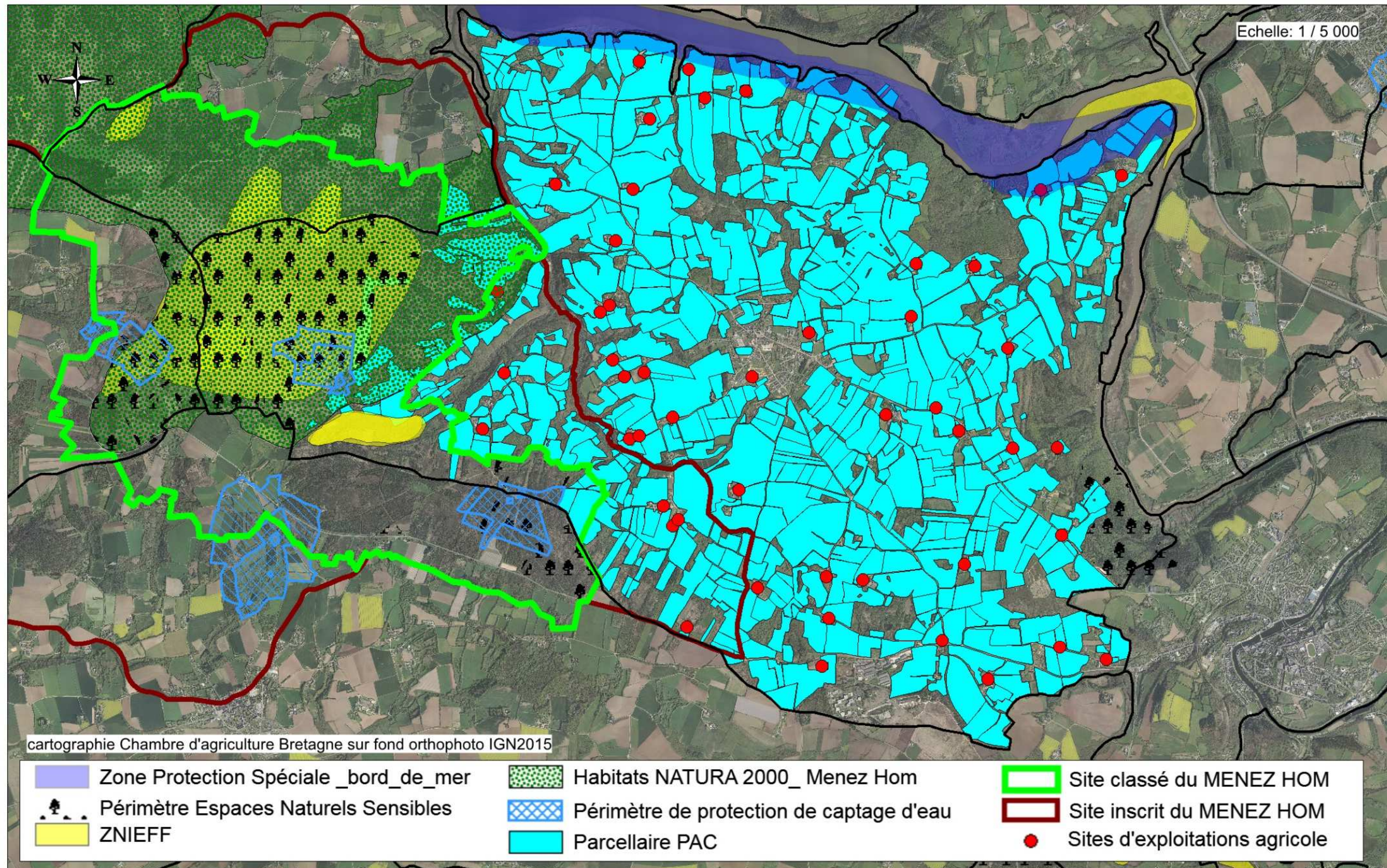
- **Une commune propice à la diversification des exploitations.**

La commune de DINEAULT dispose d'un marché de vente de produit locaux diversifiés. Ce marché fonctionne grâce au dynamisme de la commune et à l'attractivité touristique du territoire. Il est souligné par les exploitants que la mise en place d'un approvisionnement local nécessite une structuration et un investissement réel des exploitants pour assurer les approvisionnements de manière durable dans le temps.

Par ailleurs, la proximité de l'abattoir du Faou représente un atout pour l'activité agricole du territoire.



## Périmètres de protection environnementale





## IX - CONCLUSION

---

La commune est caractérisée par une activité agricole dynamique. La commune compte actuellement 33 exploitations professionnelles et 41 exploitants.

En ajoutant les 6 salariés employés dans des élevages laitiers et la main d'œuvre familiale, l'agriculture totalise 53.5 Equivalents temps plein direct sur la commune.

**L'activité agricole** de la commune se caractérise par la présence **d'exploitations familiales** de taille moyenne à 1 ou 2 associés.

La moyenne d'âge des exploitants est de 48 ans. 10 exploitations connaîtront des départs en retraite dans les 5 ans à venir. 3 d'entre elles ont une succession, 4 recherchent un successeur et 3 permettront de conforter les exploitations voisines.

Le nombre d'exploitations agricoles devrait par conséquent diminuer dans les années à venir. Il existe pour la commune de DINEAULT un enjeu fort pour le maintien dans la sphère agricole des terres localisée à proximité immédiate du littoral. De par leur localisation et les forts reliefs existants sur ces secteurs, en l'absence de reprise des outils de production, un risque fort de déprise existe sur ce secteur.

2 662 ha sont déclarés à la PAC sur la commune selon le Registre Parcellaire Graphique de 2015, dont 534 exploités par des exploitations extérieures à la commune. Les exploitations de DINEAULT déclarent quant à elle 2 160 ha sur DINEAULT ou à l'extérieur de DINEAULT. Les exploitations de la commune ont une surface moyenne de 67.5 ha alors que la moyenne départementale est de 60 ha.

La production laitière est la principale production sur la commune, exercée par 58 % des exploitations. Par ailleurs, la commune de DINEAULT se caractérise par sa proportion d'exploitations commercialisant leur production en vente directe (28%). Notons l'existence d'un magasin de vente de produits locaux ainsi qu'un marché de producteurs sur la commune.

**L'inventaire bocager** répertorie plus de 43.5 kilomètres de talus antiérosif et 84 kilomètres de talus localisé en bord de route ou de chemin. Ces éléments pourront faire l'objet d'une identification au titre de la Loi Paysage dans le PLU, afin de soumettre d'éventuelles suppressions à Déclaration Préalable. Cette procédure nécessitera sans doute la mise en place d'une Commission spécifique « Bocage ».

L'activité agricole sur la commune de DINEAULT est dynamique et structurée autour de la CUMA, favorisant l'entraide et la cohésion, son atout majeur. De par sa localisation (zone littorale et au pied du Menez Hom), la commune de DINEAULT est soumise à diverses contraintes réglementaires impliquées par la Loi Littoral mais également par l'existence de périmètres de protection divers (zone conchylicole, zone Natura2000, site inscrit notamment). Par ailleurs, l'urbanisation est restée majoritairement concentrée au bourg au fil des années, laissant l'espace rural à l'activité agricole.

**La présence de tiers à proximité de sièges d'exploitation** est très variable selon les sites. Cette présence apporte des contraintes réglementaires. L'augmentation du nombre de tiers pénalise l'activité économique, y compris lorsque les productions sont à orientation végétale, et multiplie les risques de conflits de voisinage. Une vigilance accrue est de mise pour toutes les habitations qui se situent à moins de 100 mètres d'un bâtiment d'élevage. Les choix en matière d'urbanisme dans les hameaux ou lieudits sont donc à examiner avec le plus grand soin. Il en va du maintien d'une activité économique mais également de l'entretien de l'espace.

## ANNEXES

---

- Feuilles d'émargement des réunions en Mairie de DINEAULT:
  - Réunion mercredi 7 décembre 2016 à 14h00
  - Réunion vendredi 17 mars 2017 à 14h00
  - Permanence « bocage » mercredi 14 juin à 14h00
  - Réunion restitution lundi 18 septembre 2017 à 14h00
  
- Diaporama présenté lors de la réunion de restitution du diagnostic agricole de la commune de DINEAULT le 18/09/2017.

**Réunion - Etude foncière  
Diagnostic Agricole**  
Mercredi 7 décembre 2016 à 14h00  
En Mairie de DINEAULT

NOM et Prénom	Organisme/ Exploitation	Adresse et téléphone	Signature
B. H. Philippe	Mairie	Mairie Dineault 02 98 86 00 55	B. H.
MICOLAS michol	GAEC de TY HONNE	T-1 HORNIEC 06 75 85 66 68	
COUSQUER Luc	SCEA de Rostersand	Rostersand 06 83 06 28 57	
HORELLOU Christian	Alfoin	Stang 06 11 44 59 08	
MORE Yannick	EARL de Bennarun	Bennarun 06 10 59 86 76	Yannick
Causant Matthieu	GAEC Roz Avel	Rostou 06 73 59 13 88	
PÉRENNES Marcel	Earl Pérennes Kélécun	Kélécun 02 98 26 06 74	
Patrick SASTRE	Bergerie du Meneg Hom.	Le Guilly - 06 50 06 88 06	














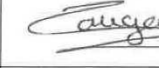
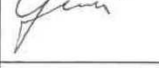

**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
BRETAGNE

**Réunion - Etude foncière  
Diagnostic Agricole**  
Vendredi 17 mars 2017 à 14h00  
En Mairie de DINEAULT

NOM et Prénom	Organisme/ Exploitation	Adresse et téléphone	Signature
B. Philipe	Florie	06 06 40 89 45	
MORE Yannick	Exploitant	06 10 39 86 16	
Patrick SASTRE	Eleveur Porcs	06 50 06 88 06	
NICOAD MICHEL	exploitant	06 75 85 66 68	
PÉRENNES Marcel	Exploitant	02 98 26 04 74	
HORELLOU Christian	Adjoint	06 11 44 53 08	

4

**Permanence « bocage » Chambre d'agriculture  
Commune de DINEAULT  
Mercredi 14 juin 2017 à 14h00  
Mairie de DINEAULT**

NOM et Prénom	Organisme/ Exploitation	Adresse et téléphone	Signature
SULOU MARINE	GAEC de Kernegon	Kernegon - 29110 Lan-hi-an-gac 02 98 57 34 45	
Baut Gilbert	EARL Gilbert Baut	Kernegon 06-11-78-82-24	
BEGOS Jean Yves	BEGOS Jean Yves	Kervellec 29150 DINEAULT 06.07.86.28-59	
Patrick SASTRE	Agneaux & Lains du Menez Hom	Le Guillef 29150 Dineault 0650068806	
Riole François	Kervalliou	29150 Dineault. 02 98 26 09 71.	
Cousquer Luc	SCEA de Resterland	Resterland 29150 Dineault 06 83 06 28 57.	
POQUET CHRISTIAN	POQUET CHRISTIAN	PRAT PELLET 0082443226	
Porhel Hervé	Porhel Hervé	KERANGUERE 29150 06699788	
Lautrou Olivier	EARL Lier-gamvet	Tp-gamvet 29150 Dineault	
Caugant Matthieu	GAEC Roz Auel	Reston 29150 0673591388	
MORE Yannick	EARL de Bennaran	Bennaran 0610598616	
NICOLAS MICHEL	GAEC de TY MORNIER	TY MORNIER 0675856668	

[illegible]





**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
BRETAGNE

**Réunion restitution- Etude foncière**  
**Diagnostic Agricole**  
Lundi 18 septembre à 14h00  
En Mairie de DINEAULT

NOM et Prénom	Organisme/ Exploitation	Adresse et téléphone	Signature
EARL Ker-gamecT	hautrou Olivier	0663408343	
NICOLAS MICHEL	CAEC de T/HORNEC	0675856668	
MORE Yannick	EARL de Pennarum	0610538616	
Patrick SASTRE	Agricault de Menez Horn	0650068806 Le guilly	
PÉRENNÈS Marcel	Earl Perennès	Kélécun 0298260674	
HORELLOU Christhàn	Mairie	0611445908	

# DIAGNOSTIC AGRICOLE COMMUNE DE DINEAULT

Restitution - septembre 2017



## Définition

✓ **Le plan local d'urbanisme (PLU)** est un document d'urbanisme qui, à l'échelle d'un groupement de communes (EPCI) ou d'une commune :

- établit un **projet global d'aménagement**,
- répond aux besoins de développement local (accueil population, activités économiques...),
- respecte les principes du développement durable (notamment la gestion économe de l'espace),
- fixe les **règles générales d'utilisation du sol** sur le territoire (zone U, AU, N, A...).

✓ **Pourquoi un diagnostic agricole ?**

Apporter à la collectivité des éléments de connaissances sur l'activité agricole du territoire pour mieux la prendre en compte dans les projets d'aménagement.

# L'espace agricole dans le PLU



## ☐ **ZONE A : Zone dédiée à l'activité agricole : contient les espaces cultivés et le bâti agricole**

✓ Avant : la zone agricole ne reconnaissait que le bâti agricole et le parcellaire.

► Évolution : La zone Agricole reconnaît les habitations tiers (plus de zonage spécifique Nh, Nr...).

✓ Il est permis aménagement, extension et adaptation aux habitations tiers existantes en zone A.

✓ Les bâtiments d'intérêt architectural peuvent être repérés, **à titre exceptionnel**, pour permettre un changement de destination sans compromettre l'activité agricole.

## ☐ **ZONE N : zone naturelle à protéger en raison de l'intérêt écologique.**

Ce document est la propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

3

# Contenu de l'étude



1. Étude de base

2. Repérage des éléments du bocage

3. Repérage et devenir du bâti agricole désaffecté

4. Repérage du bâti patrimonial

5. Réflexion stratégique

Ce document est la propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

4



## Données générales



- Surface totale communale de 4596 ha
- SAU 2 640 ha (57 % du territoire)
- Commune littorale
- Évolution de l'activité agricole de la commune entre 2000 et 2010:

	Nombre exploitation	SAU totale des exploitations de la commune*	SAU moyenne par exploitation
2000	43	2 184 ha	50.7 ha
2010	35	2 192 ha	62.6 ha

Tendance à l'agrandissement

\* Comprend les terres exploitées sur DINEAULT et à l'extérieur de DINEAULT par les exploitations de la commune

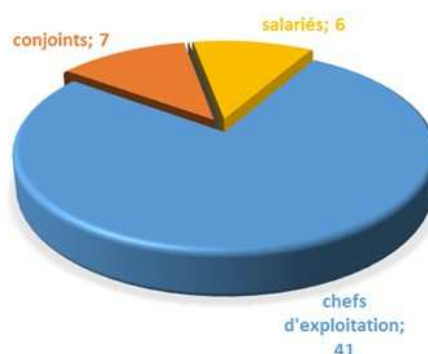
## L'agriculture sur la commune



- 33 sièges d'exploitations professionnelles
- Les exploitants (chefs d'exploitations et les associés) représentent : 41 ETP.
- 6 salariés ETP employés sur des élevages laitiers et en production végétale

→ Les exploitations totalisent en Main d'oeuvre : 53.5 ETP

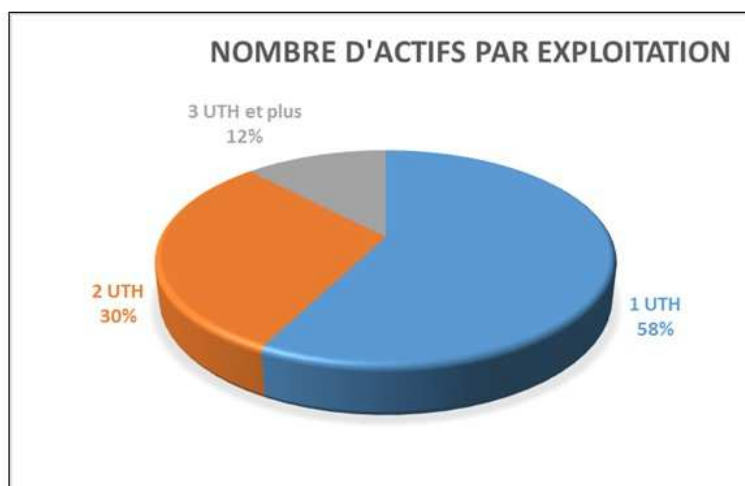
RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE



# Structure des exploitations



- 75 % des exploitations: unipersonnelles (1 seul chef d'exploitation)
- 100 % des exploitations de structure familiale à 1 ou 2 associés



Ce document est la propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

7

## Surfaces exploitées



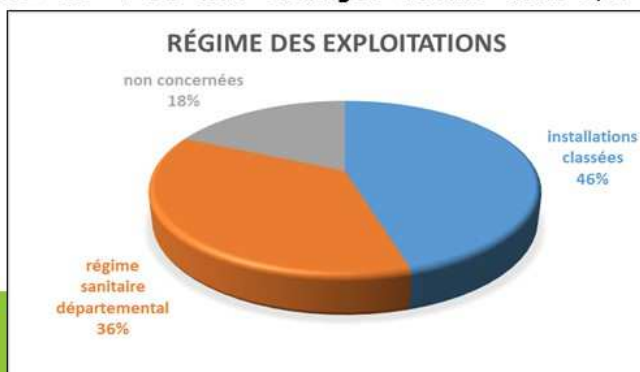
SAU moyenne (hors système hors sol): **67.5 ha**  
(moyenne départementale: 59 ha)

**SAU totale des exploitations de DINEAULT: 2 160 ha**

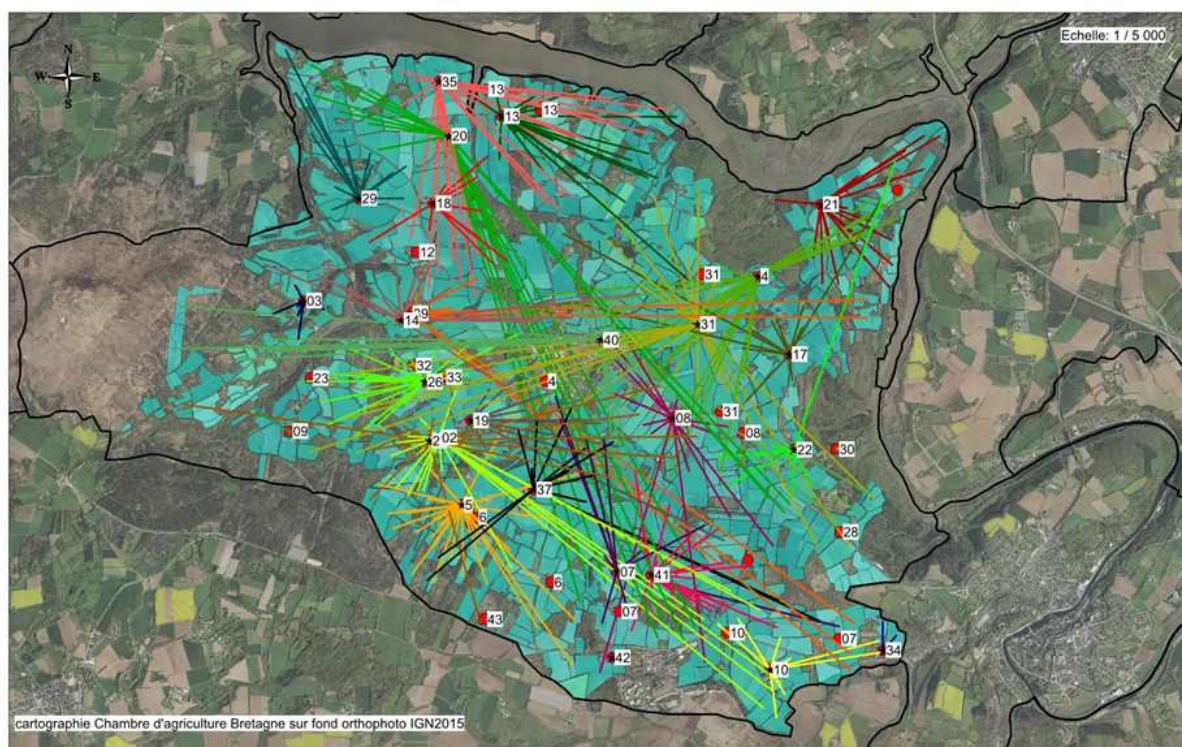
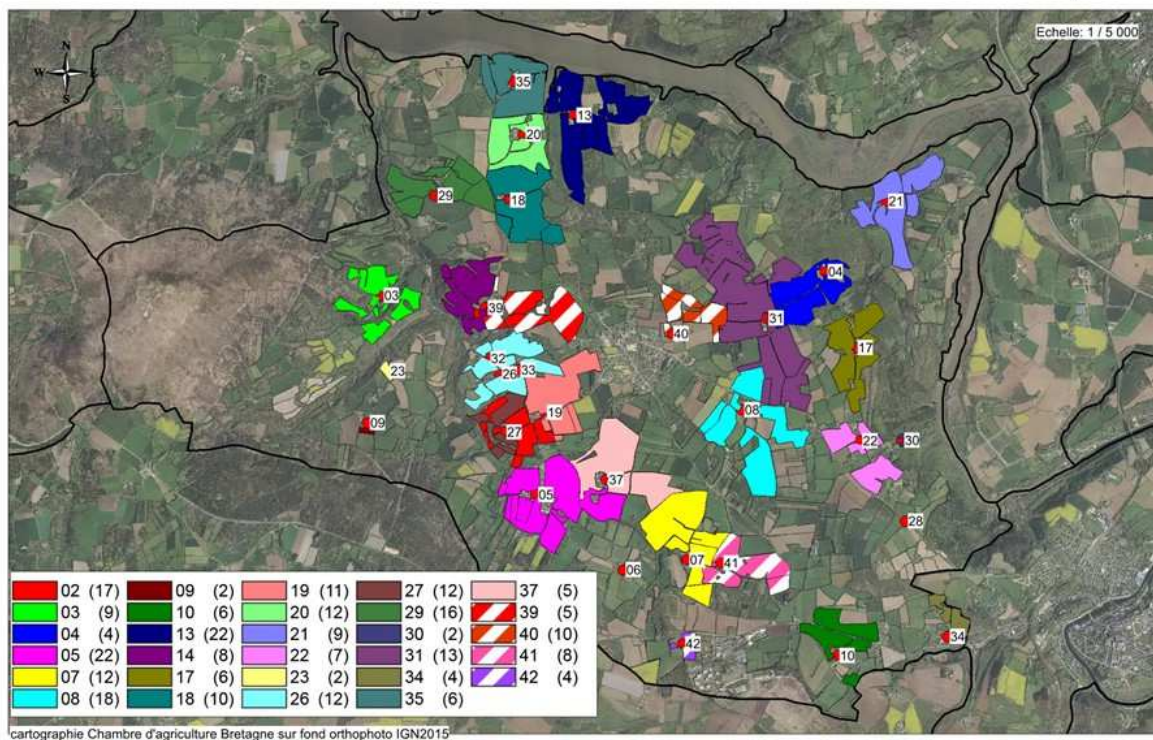
**Surface PAC déclarée sur la commune: 2 662 ha**

- **17 % d'exploitations < 5 ha:** exploitations maraichères et petits élevages.
- **25 % d'exploitations de taille > 51 et < 80 ha:** élevages bovins dont 1/3 soumis au IC
- **43 % d'exploitations > 80 ha**

❖ 534 ha (20 % SAU totale) exploités par des exploitations extérieures à DINEAULT (exploitants originaires de 8 communes différentes)







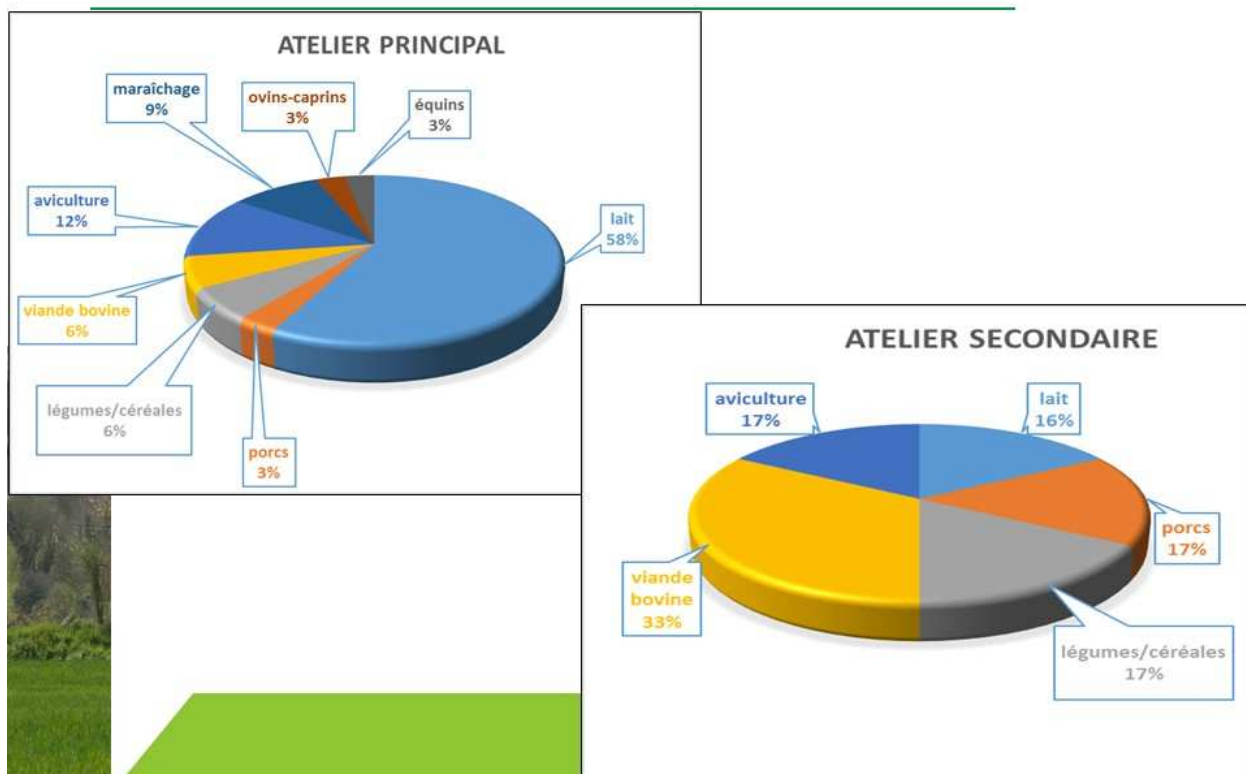


# Productions



- **27 exploitations spécialisées dans une production et 6 exploitations à deux productions.**
- **Production principale: LAIT.**
  - 58 % des exploitations en production principale (20 ateliers de production)
  - Le quota laitier moyen par exploitation s'élève à près de 372 000 L pour un quota total des exploitations de la commune de 7 439 000 L.
- **Productions secondaires:**
  - Production avicole 12% des exploitations en atelier principale.
  - Le maraîchage est exercé par 9 % des exploitations
- ✓ **3 exploitations ont développé un atelier de diversification (transformation/ vente directe/ touristique)**
- ✓ **9 exploitations en production biologique**
- ✓ 68 % commercialise leur production via des coopératives et 28 % (9 exploitations) en vente directe.

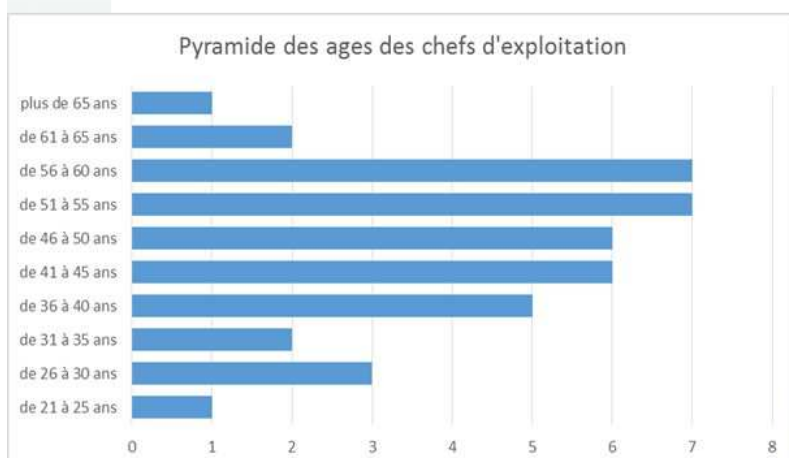
## Productions des exploitations



# Population agricole et perspectives d'évolution



- 33 sièges d'exploitations en activité : 41 exploitants (conjointes et associés)
- Age moyen des chefs d'exploitation : 48 ans
- En majorité les exploitants ont entre 51 ans et 60 ans avec 42 % des exploitants de plus de 50 ans.
- 27 % des exploitants a moins de 40 ans



L'exploitant le plus jeune a 25 et le plus âgé à 67 ans

propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

13

## Viabilité des exploitations



- Critères retenus pour diagnostiquer la viabilité des exploitations
  - L'âge de l'exploitant: modalité de succession si l'exploitant est proche de la retraite
  - L'outil de production: possibilité d'être repris en l'état?
  - L'état des bâtiments: peuvent accueillir en l'état les productions auxquelles ils sont affectées
  - La situation de l'exploitation par rapport aux bâti et à la réglementation: ne doit pas compromettre l'évolution de l'exploitation



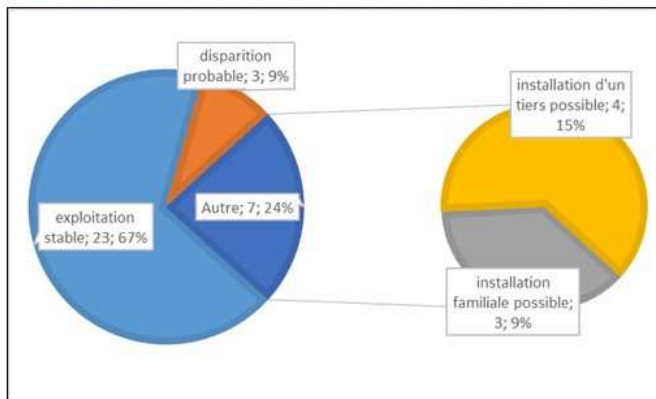
Ce document est la propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

14

# Perspectives d'évolution des exploitations



- Pour 10 exploitations unipersonnelles, le chef d'exploitation a plus de 55 ans → Devenir des exploitations dans les 5 à 7 prochaines années?



- ✓ 3 exploitations sans repreneur connu ni, à priori, envisageable (pour le site de production)
- ✓ 7 exploitations avec reprise de l'outil de production envisagé ou envisageable: transfert au conjoint (1), installation dans le cadre familiale (2), recherche d'un repreneur (4).

→ **Pour ces 4 exploitations:** Un réel enjeu pour la transmission de ces exploitations avec un risque d'enfrichement d'une partie de la commune

5

## Repérage des éléments du bocage dans le cadre du PLU



- Bocage : LOI PAYSAGE 1993 (L123.1.7 code de l'urbanisme)
  - Inscription dans le PLU des éléments du bocage stratégiques pour la préservation de la qualité du territoire (paysage et qualité de l'eau).
  - Toutes modifications de ces éléments nécessitent une demande de Déclaration préalable.

La commune peut faire une décision d'opposition aux travaux dans les 2 mois

+ 4 mois de délais pour l'avis du PNRA

Si non respect des délais ou réalisation des travaux malgré l'opposition, amende + remise en l'état.



# Objectifs



- Gérer et préserver les éléments du paysage sans les figer.  
→ Importance de la démarche participative des exploitants agricoles, experts **de leur territoire**.
- Définir les éléments du bocage, qui à dire d'experts, sont d'intérêt à être inscrits dans le PLU.
- Critères retenus :
  - **ROLE ANTI-EROSIF** (protection de la qualité de l'eau)
    - Haie, talus de pleins champ :
      - Dans les périmètres de protection de captage.
      - Dans la zone des 500 m des bords de rivage.
      - Sur le reste de la commune : perpendiculaire à la pente >3 %.
    - En ceinture de bas fond, bord de ruisseau.
  - **ROLE PAYSAGE**
    - En bord de route

## Identification des éléments du bocage



Permanence en Mairie le 24 juin 2017: 14 exploitants se sont déplacés

Rôle	Localisation	Longueur
<b>Anti-érosif</b>	Bord de cours d'eau/ Bas fond	16.5 km
	Intraparcellaire perpendiculaire à la pente	27 km
<b>Paysage</b>	Bord de route	84 km
<b>Autre</b>	Intraparcellaire	87.5 km
<b>Total</b>		215 km

# Contraintes du territoire pour l'agriculture



## Contraintes et menaces

- ✓ Zone conchylicole
- ✓ Loi « Littoral »
- ✓ Périètres de protection
- ✓ Qualité des terres hétérogènes: parcelles à relief fort: valorisées par l'élevage
- ✓ Enclavement de la commune par l'AULNE: Accès par le bourg de Châteaulin: circulation dense.
- ✓ Risque d'enfrichement du littoral si non transmission des exploitations

Ce document est la propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

19

# Atouts du territoire pour l'agriculture



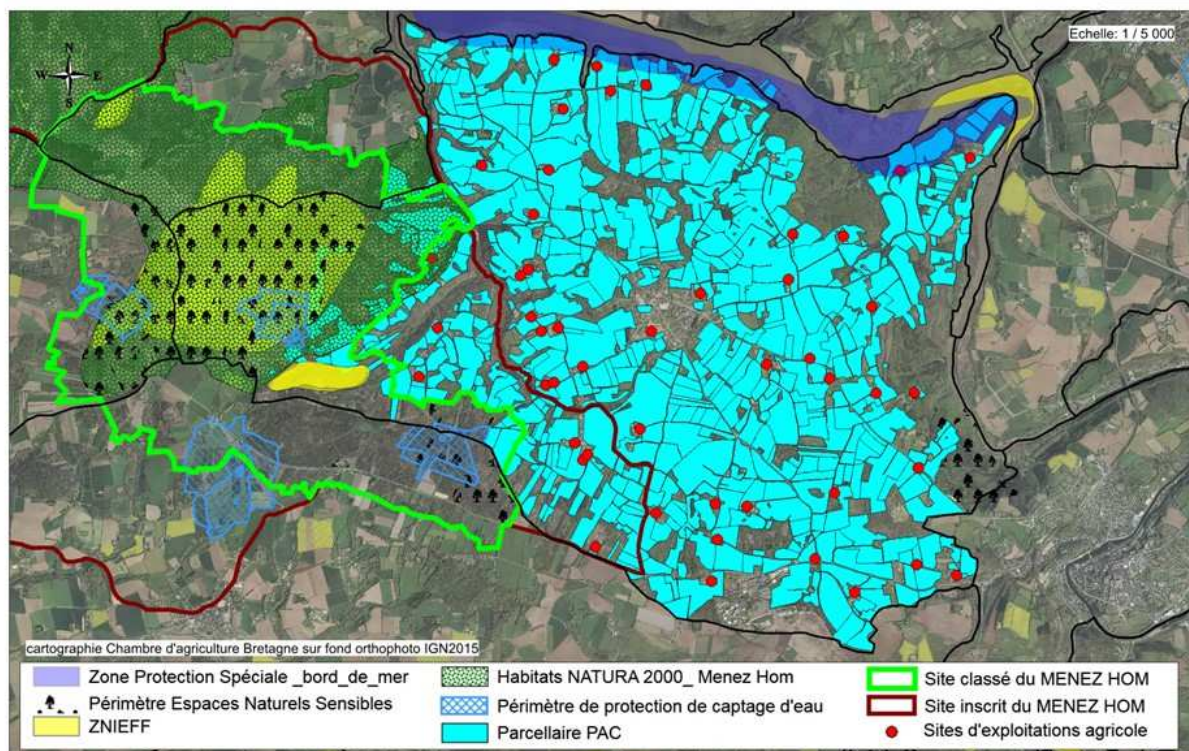
## Atouts

- ✓ Remembrement: éclatement du parcellaire limité comparé à d'autres communes du territoire avec réseau de chemins d'exploitations
- ✓ Une urbanisation condensées principalement au bourg
- ✓ Des exploitations dynamiques et qui s'entraident, vecteur d'enrichissement technique mutuel favorable à l'évolution des pratiques agricoles
- ✓ Une commune propice à la diversification des exploitations

Ce document est la propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

20





## Identification du bâti agricole désaffecté



### • Type de bâti :

- ✓ Hangars.
- ✓ Anciens bâtiments Hors Sol.
- ✓ Fosses / fumières /silos.
- ✓ Serres.

### • Objectif :

- Devenir des anciens bâtiments agricoles aujourd'hui désaffectés ? Réutilisation agricole possible ?
- Repérer et caractériser ces bâtiments :
  - État du bâtiment (ruine, médiocre, moyen, bon état).
  - Volume.
  - Contexte urbain/ environnemental.
  - Usage possible ? Agricole/ non agricole ?





# Repérage et devenir du bâti patrimonial



**D'après la loi ALUR** : le bâti patrimonial peut faire l'objet d'un changement de destination, à titre exceptionnel, s'il ne compromet pas l'activité agricole.

**Objectif** : Apporter une aide à l'identification de ce bâti en prenant en compte l'impact sur l'activité agricole environnante.

**Méthodologie** : A partir d'une liste de bâtiments identifiés, analyse cartographique pour définir l'impact sur l'activité agricole. Un code couleur par bâti.

## → Critères cartographiques :

- ✓ la proximité par rapport aux bâtis agricoles en activité (distance de 100 mètres).
- ✓ l'impact sur les plans d'épandages (périmètre de 100 mètres).

→ Echange avec le groupe de travail sur les résultats obtenus par analyse cartographique

13

## Code couleur



### • Rouge : Impact fort sur l'agriculture

- si bâti situé à moins de 100 m d'un bâtiment agricole en activité.
- si impact fort sur le plan d'épandage (> 2ha) .
- si fonctionnement de l'exploitation fortement impacté par une concurrence d'usage, ex circulation d'animaux et forte augmentation du trafic routier.

### • Orange : Impact relatif sur l'agriculture

- Si plan d'épandage touché, en précisant la surface concernée.
- Si concurrence d'usage qui pose question.

### • Vert : pas d'impact agricole

- Ex contexte bâti avec tiers existants.
- Impact sur plan d'épandage < 1 ha
- Pas de concurrence d'usage

14



# MERCI DE VOTRE ATTENTION



Ce document est la propriété exclusive des Chambres d'agriculture de Bretagne  
Reproduction et communication à un tiers après autorisation préalable

25